

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/12461]

3 APRIL 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot aanstelling van de voorzitters en secretarissen van de Raad van beroep van de leden van het werkliedenpersoneel van de onderwijsinrichtingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs, zoals gewijzigd;

Gelet op het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, inzonderheid op de artikelen 253 tot 269, zoals gewijzigd;

Gelet op het decreet van 3 april 2014 tot bevordering van een evenwichtige vertegenwoordiging van mannen en vrouwen in de adviesorganen;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Benoemd worden tot voorzitter van de Raad van beroep van de leden van het werkliedenpersoneel van de onderwijsinrichtingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap:

- de heer Jacques LEFEBVRE, directeur-generaal, als werkend voorzitter;
- Mevr. Colette DUPONT, adjunct-directeur-generaal, als eerste plaatsvervangend voorzitter;
- de heer Mathurin SMOOS, directeur-generaal, als tweede plaatsvervangend voorzitter.

Art. 2. Benoemd worden tot secretaris van de Raad van beroep van de leden van het werkliedenpersoneel van de onderwijsinrichtingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap :

- de heer Stéphane DELATTE, attaché, als werkend secretaris;
- Mevr. Muriel SZABO, attaché, als eerste plaatsvervangende secretaris;
- de heer Marc LOGNOUL, attaché, als tweede plaatsvervangend secretaris.

Art. 3. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 februari 2013 tot aanstelling van de voorzitter en de secretaris van de Raad van Beroep van de leden van het werkliedenpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, wordt opgeheven.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Art. 5. De Minister bevoegd voor het leerplichtonderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 april 2019.

De Minister-President, bevoegd voor Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

R. DEMOTTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2019/30484]

28 FEVRIER 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon décidant de réviser le plan de secteur de Charleroi (planche 46/8), adoptant le projet de plan en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique mixte sur le territoire de la commune de Charleroi, ainsi que le projet de contenu du rapport sur les incidences environnementales

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code du Développement territorial (CoDT), les articles D.I.1, D.II.20 à 23, D.II.28 à 30, D.II.44 à 45, D.II.48 à 50, D.II.63, D.VIII.1 à 2, D.VIII.4 à 5, D.VIII.7, D.VIII.9, D.VIII.14 à 15, D.VIII.17 à 22, D.VIII.24, D.VIII.28 à 33, D.VIII.35 à 37 ;

Vu l'arrêté royal du 10 septembre 1979 établissant le plan de secteur de Charleroi et ses révisions ultérieures ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2017 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 août 2017 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement wallon ;

Vu le schéma de développement territorial (SDT), adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999 ;

Exposé de la demande

Considérant que la SPRL BSAP, ci-après dénommée le demandeur, a introduit une demande auprès du Gouvernement wallon portant principalement sur l'inscription d'une zone d'activité économique mixte, en application de l'article D.II.48 du CoDT ;

Considérant que la demande est fondée sur un dossier de base comprenant les éléments fixés à l'article D.II.44 alinéa 1^{er}, 1^o à 7^o ;

Considérant qu'il ressort du dossier que la demande porte sur la modification d'affectation d'une zone d'activité économique industrielle de 7,29 hectares et, accessoirement, d'une zone de services publics et d'équipements communautaires de 0,53 hectares, en zone d'activité économique mixte sur une superficie de 7,82 hectares ;

Considérant que la demande vise principalement à assurer l'accueil de nouvelles activités économiques dont les caractéristiques correspondent aux critères de la zone d'activité économique mixte au sens de l'article D.II.29 du CoDT, en fonction de la localisation du site ;

Considérant que le dossier de base précise que le demandeur est propriétaire de la majorité des terrains visés par la révision de plan de secteur ; que la zone de services publics et d'équipements communautaires est occupée par un centre de contrôle technique automobile ; que la zone d'activité économique industrielle comporte des habitations majoritairement propriétés de la Société wallonne des Aéroports (SOWAER), ainsi qu'un bâtiment de la société Proximus décrit comme un important relais de télécommunications ;

Considérant que le dossier de base mentionne que 180 emplois environ pourraient être créés sur le site ;

Considérant que le dossier de base mentionne que le site bénéficie d'un double ancrage, à la fois local et régional, en raison de sa localisation et son accessibilité ; que cet aspect favorise notamment une vaste zone de chalandise tout en permettant l'accès à des emplois locaux ;

Considérant que le dossier de base a fait l'objet d'une réunion d'information préalable (RIP) du public, conformément à l'article D.VIII.5 du CoDT, en date du 24 mai 2018 ;

Considérant que la RIP a réuni quelques riverains du projet ; que les interventions consistaient principalement en des questions sur le sort des maisons situées le long de la rue du Carrosse, ainsi que sur le statut de cette dernière, en cas de développement d'un projet sur le site ; qu'aucune intervention n'a remis en cause le principe de la révision de plan de secteur ;

Considérant qu'au terme des quinze jours suivant la RIP, tel que prévu à l'article D.VIII.5, § 6, du CoDT, le collège communal n'a reçu aucune observation ou suggestion ou toute autre remarque ou demande concernant le projet de révision de plan de secteur ;

Considérant que l'envoi adressé au Gouvernement wallon comprend l'avis de la Commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité (CCATM) de la ville de Charleroi, datée du 29 mai 2018 ; que cet avis est favorable à la demande ;

Considérant que la CCATM souligne que différents constats plaident pour une modification du plan de secteur :

- offrir une complémentarité au développement commercial de la Nationale 5 ;
- profiter d'une excellente accessibilité à Charleroi et à Gosselies grâce à la Nationale 5, au métro léger et au RAVeL, mais aussi à une grande partie de la Région wallonne grâce à une liaison très facile à l'autoroute E42 ;
- respecter la contrainte régionale de limitation, voire d'interdiction, de la fonction résidentielle dans la zone de bruit de l'aéroport de Brussels South Charleroi ;
- répondre à la pénurie de zones d'activité économique mixte, annoncée d'ici 5 ans sur le Grand Charleroi ; la seule zone de ce type encore disponible se trouve dans le parc Airport II et dont les terrains ont été mis en vente récemment ;
- permettre une affectation en adéquation avec la taille du terrain et son contexte. Le site n'est pas adapté au développement d'une grosse industrie, a fortiori parce qu'il est bordé d'habitat, de commerces et d'un établissement scolaire ;

- pallier le manque d'alternatives : aucun site semblable n'est disponible dans un rayon de 10 kilomètres ;

- présenter un faible niveau de contraintes (grand terrain presque plat) ;

Considérant que la CCATM estime que, si l'option d'établir du commerce sur le site devait être retenue, il conviendrait de veiller à éviter la concurrence avec le commerce du centre-ville ;

Considérant que la CCATM estime par ailleurs qu'il conviendra que le demandeur se concerta avec la SOWAER pour le développement du site ;

Considérant que l'envoi adressé au Gouvernement wallon comprend également la délibération du conseil communal de la ville de Charleroi, datée du 25 juin 2018, donnant un avis favorable sur la demande ;

Considérant que le conseil communal souligne que le site s'inscrit dans une dynamique importante de développement économique ; qu'il est principalement composé de terrains vagues inutilisés depuis 20 ans ; qu'il subit des nuisances sonores qui le rendent inadapté à la fonction résidentielle ; que la région de Charleroi est plutôt pauvre en zones d'activité économique mixte libres ; qu'actuellement, seul le parc Airport II, géré par l'intercommunale IGRETEC, propose encore 23 hectares de disponibilités foncières ; qu'au taux de commercialisation actuel, les réserves seront épuisées d'ici 4 à 5 ans ; que les infrastructures dans Airport II ne permettent pas d'accueillir d'entreprise de grande envergure, la plus grande surface disponible étant de 3,5 hectares ; que le site n'est pas adapté aux affectations industrielles ; que les disponibilités en zones d'activité économique industrielle équipées sont importantes dans la région de Charleroi ; que la zone est susceptible de répondre à des besoins socio-économiques ;

Considérant que le conseil communal de la ville de Charleroi estime en conclusion qu'au vu des besoins et de son environnement direct, le site est parfaitement adapté à une modification de son affectation industrielle en affectation mixte ;

Justification des besoins

Considérant que le dossier de demande expose les informations suivantes :

- la région de Charleroi est plutôt « pauvre » en zones d'activité économique mixte libres ;
- seul le parc Airport II dispose encore de 23 hectares libres ;
- dans l'hypothèse de maintien du taux de remplissage des parcelles de 4,3 hectares par an, le parc Airport II sera complet d'ici 4 à 5 ans ;
- les délimitations des parcelles du parc Airport II ne pourrait permettre l'implantation d'une entreprise ayant de grands besoins d'espaces ;

Considérant les délais nécessaires à la mise à disposition de nouveaux espaces dédiés à l'activité économique, il est nécessaire de prendre en compte la situation dès à présent ;

Considérant que le dossier de demande pointe les éléments suivants quant à l'activité économique industrielle, correspondant à la présente affectation du site :

- le site n'est pas adapté aux affectations industrielles car il s'inscrit dans une dynamique commerciale établie le long de la Nationale 5, exprimée au plan de secteur par une large bande de zones d'activité économique mixte ;
- la proximité d'habitations et d'une école rend l'implantation d'activités industrielles difficiles en raison des nuisances potentielles ;
- les disponibilités en zones d'activité économique industrielle sont importantes dans la région de Charleroi et couvertes sur le long terme ;

Considérant que l'activité économique industrielle n'est pas nécessairement génératrice de nuisances pour les activités voisines ;

Considérant que la grande disponibilité en zones d'activité économique industrielle, confrontée à la pénurie potentielle en zones d'activité économique mixte justifie le besoin en nouveaux espaces dédiés à l'activité économique mixte ;

Justifications au regard de l'article D.I.1 du CoDT

Considérant que la mise à disposition de nouveaux espaces dédiés à une activité économique appropriée au site permet de répondre à un besoin économique ;

Considérant que la création potentielle d'environ 180 emplois permet de répondre à des besoins sociaux ;

Considérant que l'inaptitude du site à l'accueil du logement en raison de sa localisation en zones A et B du PDLT de l'aéroport de Brussels South Charleroi ne lui permet pas de répondre en lui-même à un besoin démographique ; que, toutefois, le développement d'activités économiques peut favoriser l'accueil de nouveaux habitants dans les zones proches ;

Considérant que la bonne accessibilité générale du site aux divers modes de transport est de nature à favoriser la mobilité pour ce type d'affectation ;

Considérant qu'en permettant le développement de l'activité économique sur des espaces déjà destinés à l'urbanisation et impropres au logement, le projet vise une utilisation parcimonieuse du sol favorable à l'environnement ;

Considérant que, sous réserve de l'analyse à mener dans le rapport sur les incidences environnementales, le projet ne présente a priori pas d'impact significatif relatif aux besoins énergétiques ou patrimoniaux ;

Considérant en conséquence que le projet répond aux prescrits de l'article D.I.1, § 1^{er}, du CoDT ;

Nécessité de réviser le plan de secteur

Considérant que la zone d'activité économique mixte est la zone du plan de secteur destinée à l'urbanisation la plus adaptée pour accueillir le type d'activités économiques pressenties par le dossier de base et justifiées ci-dessus ;

Considérant que le demandeur a analysé la disponibilité en biens immobiliers destinés à l'activité économique mixte dans la région de Charleroi et répondant aux besoins en termes de localisation ; qu'il en ressort que la localisation du projet est appropriée, sans avoir recours à l'urbanisation de zones non destinées à l'urbanisation au plan de secteur ;

Considérant qu'il convient en conclusion de réviser le plan de secteur en vue d'y inscrire une zone d'activité économique mixte en lieu et place de la zone d'activité économique industrielle ;

Considérant que la zone de services publics et d'équipements communautaires actuellement inscrite au plan de secteur au droit du site est en grande partie occupée par les activités d'un centre de contrôle technique automobile ;

Considérant que, si cette activité n'est a priori pas incompatible avec le type d'activités susceptibles d'être accueillies en zone d'activité économique mixte, elle n'en reste pas moins qu'elle correspond au type d'activités visées par la zone de services publics et d'équipements communautaires ;

Considérant en conséquence qu'a priori et sous réserve de l'analyse à mener dans le cadre du rapport sur les incidences environnementales, il n'y a pas nécessité de réviser le plan de secteur au droit de la zone de services publics et d'équipements communautaires ;

Projets alternatifs examinés

Considérant que l'auteur du dossier de base a défini les conditions de base nécessaires au développement du projet pressenti sur le site :

- accès rapide à une autoroute majeure ;
- visibilité depuis une voirie importante ;
- superficie de minimum 7 hectares d'un seul tenant ;
- terrain plat ;

Considérant que l'auteur a recherché des alternatives possibles dans un rayon de 10 kilomètres autour du projet, incluant toute l'agglomération de Charleroi, y compris la ceinture formée par le Ring 3, et s'étendant au-delà de Fosses-la-ville, Les Bons Villers et Fleurus ;

Considérant que l'auteur relève que seule une zone d'activité économique mixte au plan de secteur, le terroir dit « 5 Bascoup » à Trazegnies, s'approche globalement des critères, sans pourtant y répondre de manière satisfaisante eu égard notamment au fait que cela créerait un nouveau pôle commercial et ne viserait pas à renforcer un pôle existant ;

Considérant que l'auteur relève que les disponibilités foncières au sein des parcs existants n'offrent pas l'espace nécessaire suffisant ;

Considérant que l'auteur a également envisagé les espaces de l'ancien site « Caterpillar », qui répondent assez bien aux conditions posées ; que ce site est néanmoins pressenti pour accueillir de nouvelles industries ;

Considérant qu'il ressort de l'analyse du projet qu'il vise à assurer la cohérence du plan de secteur en s'inscrivant dans des limites claires et appropriées : la Nationale 5 à l'est, une zone d'habitat au sud-ouest (rue du Carrosse), le RAVeL 119 au nord-ouest et des parcelles occupées au nord ;

Considérant toutefois et sous réserve de l'analyse à réaliser dans le rapport sur les incidences environnementales, qu'il ne convient pas d'inscrire de la zone d'activité économique mixte sur la zone de services publics et d'équipements communautaires occupée par le centre de contrôle technique automobile ;

Considérant que le Gouvernement wallon propose en conséquence, au titre d'alternative de délimitation, de modifier la limite de la zone d'activité économique mixte ;

Analyse de la situation existante de fait et de droit

Considérant que les biens immobiliers faisant l'objet de la demande s'étendent sur le territoire communal de la ville de Charleroi ;

Considérant que le site se situe à une altitude d'environ 175 mètres, à l'ouest de l'aéroport de Brussels South Charleroi, sur un plateau localisé à l'est du canal du Bruxelles-Charleroi ;

Considérant que le site visé par le projet est en grande partie libre d'occupation et caractérisé par de la végétation spontanée formant un « terrain vague » sans intérêt biologique particulier ; qu'il ne présente ni arbre ni haie remarquable ;

Considérant que le dossier de base ne mentionne aucune espèce animale lors de ses observations sur le terrain, ce qu'il explique par l'enclavement du site en milieu urbain ;

Considérant que les seules occupations du site sont :

- un hangar inoccupé à l'extrémité ouest, adjacent à un bâtiment plus imposant servant d'important relais de télécommunication à la société Proximus ;
- au nord-ouest, quatre bassins non utilisés liés à une ancienne activité de pépinière ;
- au sud, deux maisons le long de la rue du Carrosse, dont une actuellement à l'abandon ;

Considérant que le terrain visé est plat ; qu'il se termine en contrebas d'un talus de 2 à 4 mètres de haut qui gère la différence de niveau avec la Nationale 5 ;

Considérant qu'aucune eau de surface n'est relevée au droit du périmètre visé ou à sa proximité ;

Considérant que le site n'est pas concerné par un aléa d'inondation par débordement de cours d'eau ;

Considérant que le site est concerné par un aléa d'inondation par ruissellement ; que l'auteur du dossier de base estime que cette information n'est pas pertinente étant donné la modélisation utilisée qui est appropriée à des espaces agricoles ;

Considérant que le sol du site est composé de remblais hétérogènes et de limons jaunâtres du quaternaire ;

Considérant qu'une formation de sables argileux (formation de Carnières) forme la base de la nappe aquifère du Bruxellien ; que cette même formation forme une couche imperméable protectrice de la nappe inférieure du Silésien ;

Considérant que l'auteur du dossier estime que la nappe du Bruxellien se trouve sans doute à une profondeur de plus de 10 mètres ; qu'en tout état de cause, les forages de 4 mètres réalisés dans le cadre d'une étude de sols indicative en 2006 ne l'ont pas atteinte ;

Considérant que l'étude de sols a conclu qu'aucun dépassement des valeurs seuils pour les activités économiques n'a été constaté ;

Considérant que, si le site est majoritairement inoccupé, il est entouré de nombreuses activités : activités commerciales, activités de type industriel, résidence, établissement scolaire, aéroport ;

Considérant que le site se situe dans les zones de bruit A et B du PDLT de l'aéroport de Brussels South Charleroi ;

Considérant que les voiries entourant le site sont équipées normalement en eau, électricité, éclairage public et téléphonie ; que seule la gestion de l'égouttage est encore en projet ;

Considérant qu'une canalisation de gaz dans l'extrémité est du site ;

Considérant que l'étude de sols mentionne un égout traversant le site d'est en ouest ; que cet égout n'est pas mentionné au plan d'assainissement par sous-bassins hydrographique (PASH) et qu'aucune information complémentaire n'existe à son sujet ;

Considérant que le site est directement accessible par la Nationale 5, elle-même directement reliée aux autoroutes A54 et E42 ; que ces axes permettent à la fois une accessibilité routière rapide au centre-ville de Charleroi et à l'ensemble du territoire wallon ;

Considérant que les voiries locales situées à l'ouest du site permettent un accès rapide vers les quartiers d'habitat de Gosselies ;

Considérant que le site profite d'une excellente accessibilité via les transports en commun :

- la station « Carrosse » du métro léger M3 jouxte le site ;

- de nombreuses lignes de bus desservent cette même station, ainsi qu'une autre située à 250 mètres du site ;

Considérant que l'accès du site par des modes doux est aisé, tant par le RAVeL adjacent reliant le réseau entourant Charleroi, que par l'équipement cyclable de la Nationale 5 ;

Considérant que le site se situe au sein de l'agglomération de Charleroi-Gosselies, faisant partie d'un pôle majeur de la structure spatiale wallonne dans le cadre du schéma de développement territorial (SDT) ;

Considérant que le SDT indique également la présence de l'eurocorridor formé par la dorsale wallonne et par le croisement d'axes majeurs de transport marqués par d'importants nœuds de communication (aéroport, port fluvial, plateforme multimodale, gare) ;

Considérant que le périmètre visé est concerné par le projet de révision de plan de secteur de Charleroi adopté provisoirement par le Gouvernement wallon le 23 décembre 2010 ; que ce projet vise l'inscription d'un périmètre de réservation des espaces nécessaires à la protection et au maintien de l'infrastructure aéroportuaire, en surimpression aux zones du plan de secteur situées dans le périmètre de la zone A du PDLT de l'aéroport de Brussels South Charleroi ; que nonobstant le fait que ce projet n'a, à ce jour, pas été adopté définitivement par le Gouvernement wallon, il est constaté que la présente révision de plan de secteur n'y déroge ou n'y entre en contradiction, en ce qu'elle ne prévoit pas la possibilité d'établir de la résidence ;

Considérant que le Schéma stratégique Charleroi Métropole identifie le « district Nord » comme lieu de grande croissance grâce au développement de l'aéroport de Brussels South Charleroi, l'Aéropôle et les parcs d'activité voisins ; que la zone est également mentionnée comme centre commercial secondaire mais de dimension régionale ;

Considérant que le projet peut offrir la possibilité de soutenir la croissance dudit « district nord » ;

Considérant que le projet n'entre pas en contradiction avec le Plan communal de Mobilité de la ville de Charleroi ;

Considérant que le périmètre est repris en zone d'assainissement collectif pour activités économiques ; qu'il y est précisé que les voiries (rue du Carrosse et Nationale 5) devront être équipées d'un égout gravitaire inexistant à ce jour ; que le réseau d'égouttage est relié à la station d'épuration Bordia à Jumet, d'une capacité de 31.500 équivalents-habitants, et gérée par l'intercommunale IGRETEC ;

Procédure

Considérant que, conformément à l'article D.II.48, § 1^{er}, du CoDT, une demande de révision de plan de secteur visant l'inscription d'une zone d'activité économique peut être menée par le Gouvernement wallon pour donner suite à la demande motivée adressée par une personne physique ou morale de droit privé ;

Périmètre qui révisé le plan de secteur

Considérant qu'au terme de l'analyse de la demande et des éléments relevés plus haut et sous réserve de l'analyse à mener dans le cadre du rapport sur les incidences environnementales, il n'est pas approprié d'inclure la zone de services publics et d'équipements communautaires accueillant le centre de contrôle technique automobile dans la zone d'activité économique mixte à inscrire au plan de secteur ;

Considérant qu'aucun élément ne justifie d'apporter d'autres modifications au périmètre tel que proposé par le demandeur ;

Prescriptions supplémentaires

Considérant que le plan de secteur peut comporter des prescriptions supplémentaires conformément à l'article D.II.21, § 3 ;

Considérant que le demandeur ne fait pas part de la nécessité d'inscrire une quelconque prescription supplémentaire en surimpression de la zone d'activité économique mixte projetée ; que le contenu du dossier de base n'appelle pas a priori la nécessité d'une telle prescription ;

Principes applicables à la révision du plan de secteur

Considérant que les conditions liées à l'inscription d'une nouvelle zone destinée à l'urbanisation, telles que reprises à l'article D.II.45 du CoDT, ne s'appliquent pas dès lors que la nouvelle zone s'inscrit sur de la zone actuellement destinée à l'urbanisation au plan de secteur ;

Avis des instances

Considérant qu'en application de l'article D.II.48, § 4, du CoDT, les avis des personnes et instances suivantes ont été demandés : le fonctionnaire délégué du centre extérieur du Hainaut II, les pôles « Aménagement du Territoire » et « Environnement », la Cellule du Développement territorial, la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement (DGO3) du Service public de Wallonie (SPW), la Direction générale opérationnelle Routes et Bâtiments (DGO1) du SPW, la Société wallonne des Aéroports (SOWAER), Brussels South Charleroi Airport (BSCA), l'intercommunale IGRETEC, le Département du Développement économique de la Direction générale opérationnelle Économie, Emploi et Recherche (DGO6) du SPW ;

Considérant que l'intercommunale IGRETEC et le Fonctionnaire délégué n'ont pas émis d'avis ; qu'ils sont en conséquence considérés comme favorables par défaut ;

Considérant que les autres instances et personnes ont toutes émis un avis favorable ou favorable sous conditions à la demande de révision du plan de secteur ;

Considérant que l'envoi adressé au Gouvernement wallon comprend l'avis de la Commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité (CCATM) de la ville de Charleroi, datée du 29 mai 2018 ; que cet avis est favorable à la demande ;

Considérant que la CCATM souligne que différents constats plaident pour une modification du plan de secteur :

- offrir une complémentarité au développement commercial de la Nationale 5 ;
- profiter d'une excellente accessibilité à Charleroi et à Gosselies grâce à la Nationale 5, au métro léger et au RAVeL, mais aussi à une grande partie de la Région wallonne grâce à une liaison très facile à l'autoroute E42 ;
- respecter la contrainte régionale de limitation, voire d'interdiction, de la fonction résidentielle dans la zone de bruit de l'aéroport de Brussels South Charleroi ;
- répondre à la pénurie de zones d'activité économique mixte, annoncée d'ici 5 ans sur le Grand Charleroi ; la seule zone de ce type encore disponible se trouve dans le parc Airport II et dont les terrains ont été mis en vente récemment ;
- permettre une affectation en adéquation avec la taille du terrain et son contexte. Le site n'est pas adapté au développement d'une grosse industrie, a fortiori parce qu'il est bordé d'habitat, de commerces et d'un établissement scolaire ;
- pallier le manque d'alternatives : aucun site semblable n'est disponible dans un rayon de 10 kilomètres ;
- présenter un faible niveau de contraintes (grand terrain presque plat) ;

Considérant que la CCATM estime que, si l'option d'établir du commerce sur le site devait être retenue, il conviendrait de veiller à éviter la concurrence avec le commerce du centre-ville ;

Considérant que la CCATM estime par ailleurs qu'il conviendra que le demandeur se concerte avec la SOWAER pour le développement du site ;

Considérant que l'envoi adressé au Gouvernement wallon comprend également la délibération du conseil communal de la ville de Charleroi, datée du 25 juin 2018, donnant un avis favorable sur la demande ;

Considérant que le conseil communal souligne que le site s'inscrit dans une dynamique importante de développement économique ; qu'il est principalement composé de terrains vagues inutilisés depuis 20 ans ; qu'il subit des nuisances sonores qui le rendent inadapté à la fonction résidentielle ; que la région de Charleroi est plutôt pauvre en zones d'activité économique mixte libres ; qu'actuellement seul le parc Airport II, géré par l'intercommunale IGRETEC, propose encore 23 hectares de disponibilités foncières ; qu'au taux de commercialisation actuel, les réserves seront épuisées d'ici 4 à 5 ans ; que les infrastructures dans Airport II ne permettent pas d'accueillir d'entreprise de grande envergure, la plus grande surface disponible étant de 3,5 hectares ; que le site n'est pas adapté aux affectations industrielles ; que les disponibilités en zones d'activité économique industrielle équipées sont importantes dans la région de Charleroi ; que la zone est susceptible de répondre à des besoins socio-économiques ;

Considérant que le conseil communal de la ville de Charleroi estime en conclusion qu'au vu des besoins et de son environnement direct, le site est parfaitement adapté à une modification de son affectation industrielle en affectation mixte ;

Considérant qu'en date du 29 octobre 2018, la SOWAER a émis un avis favorable à la demande de modification du plan de secteur ;

Considérant qu'en date du 14 novembre 2018, le pôle « Environnement » émet un avis favorable sur la demande de révision du plan de secteur et à la poursuite de la procédure ;

Considérant que le pôle « Environnement » recommande d'étudier les points suivants dans le rapport sur les incidences environnementales : impact sur la mobilité, accessibilité multimodale du site et sa valorisation, égouttage et assainissement, qualité biologique du site ;

Considérant qu'en date du 16 novembre 2018, la Cellule du Développement territorial a émis un avis favorable ; qu'elle estime, notamment, que la demande est conforme à la volonté d'interdire la construction ou la reconstruction de bâtiments destinés à la résidence ou à l'hébergement de personnes dans la zone A du Plan de développement à long terme (PDLT) de l'aéroport de Brussels South Charleroi ;

Considérant qu'en date du 16 novembre 2018, le pôle « Aménagement du Territoire » émet un avis favorable sur la demande de révision du plan de secteur et à la poursuite de la procédure ; qu'il souligne que l'objectif est de répondre à un besoin en terrains à vocation économique mixte dans la région ;

Considérant que le pôle « Aménagement du Territoire » suggère que l'évaluation des incidences sur l'environnement évalue les potentialités en matière de types d'activités qui pourraient s'implanter sur le site, notamment de manière à profiter au mieux de sa bonne accessibilité multimodale ;

Considérant que BSCA se limite à attirer l'attention sur la nécessité de s'assurer de la compatibilité de l'inscription d'une zone d'activité économique mixte par rapport aux servitudes aéronautiques ;

Considérant que la Direction des Implantations commerciales du Département du Développement économique de la Direction générale opérationnelle Économie, Emploi et Recherche (DGO 6) du Service public de Wallonie (SPW) estime que, si le site devait accueillir des activités de commerce de détail, celui-ci devrait être complémentaire à ce qui existe dans le centre urbain de Gosselies ; qu'à titre d'exemple, elle estime que du commerce visant des achats de type semi-courant léger (équipement de la personne du genre vente de vêtements, chaussures, etc.) serait à éviter ; que l'on devrait plutôt y privilégier du commerce pour des achats de type semi-courant lourd, plus en adéquation avec la situation et la configuration de la zone en question ;

Considérant que la Direction des Implantations commerciales estime que des commerces visant des achats courants, tels des magasins alimentaires, pourraient trouver place dans la zone pour autant qu'une attention particulière soit faite à la connexion et à l'aménagement de cheminements piéton-vélo avec les quelques habitations toutes proches ;

Considérant que l'avis favorable de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement (DGO3) du SPW souligne, notamment, que les axes de concentration du ruissellement cartographiés dans ERRUISSOL ne correspondent pas à la réalité étant donné l'urbanisation partielle affectant le voisinage du projet ; que le projet ne devrait donc pas impacter significativement les écoulements locaux ni créer de zone d'affectation plus sensible à un risque d'inondation par concentration de ruissellement ;

Evaluation des incidences sur l'environnement

Considérant que le plan de secteur révisé projeté est susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement, compte tenu des activités qui pourront potentiellement être exercées dans la nouvelle zone d'activité économique mixte ;

Considérant que, conformément aux dispositions des articles D.II.48, § 5, D.VIII.31, § 1^{er}, 2^o, et D.VIII.31, § 4, du CoDT, le Gouvernement wallon est tenu de faire réaliser une étude d'évaluation des incidences sur l'environnement dont il soumet le projet de contenu pour avis, aux pôles « Aménagement du Territoire » et « Environnement » et aux personnes et instances qu'il juge utile de consulter ;

Considérant, en ce qui concerne l'ampleur de l'évaluation des incidences sur l'environnement à réaliser, que l'auteur se limitera son analyse aux composantes de l'avant-projet de plan susceptibles d'avoir une incidence non négligeable sur l'environnement, qu'il justifiera la pertinence de ses choix ;

Considérant que l'analyse des besoins justifiant l'inscription de la zone d'activité économique mixte au plan de secteur de Charleroi sera circonscrite au territoire compris à l'intérieur du Ring 3 et de l'autoroute E42 ;

Considérant, en ce qui concerne le degré de précision des informations de l'évaluation des incidences sur l'environnement à réaliser, qu'une attention particulière devra être accordée à l'analyse :

- des impacts sur la mobilité ;
- de l'accessibilité multimodale du site et sa valorisation ;
- de l'égouttage et l'assainissement des eaux ;
- de la qualité biologique du site ;
- de la compatibilité de l'inscription d'une zone d'activité économique mixte par rapport aux servitudes aéronautiques ;

Considérant que l'évaluation des incidences sur l'environnement veillera particulièrement à étudier les potentialités du site en terme de typologie des activités qui pourraient s'y implanter ; que dans ce cadre une attention particulière sera portée aux activités commerciales, ainsi qu'aux liens potentiels avec les activités aéroportuaires ;

Consultation des instances

Considérant que le Gouvernement wallon peut soumettre le projet de contenu de l'évaluations des incidences sur l'environnement à d'autres instances que celles explicitement prévues par l'article D.VIII.31, § 4, du CoDT, à savoir les pôles « Aménagement du Territoire » et « Environnement » ;

Considérant les demandes liées à la mobilité et à l'accessibilité du site ;

Considérant que le Gouvernement wallon estime qu'il revient de soumettre le projet de contenu de l'évaluation des incidences sur l'environnement au Département de la Stratégie de la Mobilité de la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques (DGO2) du SPW ;

Considérant que le projet vise l'inscription d'une zone destinée à l'activité économique ;

Considérant que le Gouvernement wallon estime qu'il revient de soumettre le projet de contenu de l'évaluation des incidences sur l'environnement à la Direction de l'Équipement des Parcs d'Activités du Département de l'Investissement de la Direction générale opérationnelle Économie, Emploi et Recherche (DGO6) du SPW ;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement wallon décide la mise en révision du plan de secteur de Charleroi (planche 46/8).

Art. 2. Le Gouvernement wallon adopte le projet de révision de plan de secteur de Charleroi (planche 46/8) en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique mixte sur le territoire de la commune de Charleroi (Gosselies), conformément à la carte annexée.

Art. 3. Le Gouvernement wallon décide de soumettre le projet de révision du plan de secteur à une évaluation des incidences sur l'environnement et adopte le projet de contenu du rapport sur les incidences environnementales ci-annexé.

Art. 4. Le Gouvernement wallon décide de soumettre pour avis le projet de contenu du rapport sur les incidences environnementales :

- aux pôles « Aménagement du Territoire » et « Environnement » ;
- au Département de la Stratégie de la Mobilité de la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques (DGO2) du SPW ;
- à la Direction de l'Équipement des Parcs d'Activités du Département de l'Investissement de la Direction générale opérationnelle Économie, Emploi et Recherche (DGO6) du SPW, conformément aux dispositions de l'article D.VIII.33, § 4, du CoDT.

Namur, le 28 février 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

PROJET DE CONTENU DE RAPPORT SUR LES INCIDENCES ENVIRONNEMENTALES

Le projet de révision de la planche 48/6 du plan de secteur de Charleroi adopté par arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2019 porte sur l'inscription d'une zone d'activité économique mixte.

Ampleur

Le rapport sur les incidences environnementales analysera l'impact de l'inscription au plan de secteur de Charleroi de la nouvelle zone d'activité économique mixte, en application de l'article D.VIII.33, § 2 et § 3 du CoDT.

L'auteur du rapport sur les incidences environnementales limitera son analyse aux composantes du projet de plan susceptibles d'avoir une incidence non négligeable sur l'environnement, tenant compte notamment du fait de l'inscription de la zone d'activité économique mixte sur des terrains actuellement repris en zone d'activité économique industrielle au plan de secteur. Il justifiera la pertinence de ses choix.

Le rapport sur les incidences environnementales suivra le principe d'une démarche « en entonnoir », c'est-à-dire que, suivant la nature des aspects abordés, l'analyse des composantes du projet de plan se fera depuis l'échelle la plus large jusqu'à l'échelle locale du périmètre concerné.

L'analyse des besoins justifiant l'inscription de la zone d'activité économique mixte au plan de secteur de Charleroi sera circonscrite au territoire compris à l'intérieur du Ring 3 et de l'autoroute E42.

L'analyse de la délimitation et des conditions de mise en œuvre des composantes du projet de plan ainsi que la recherche des variantes devront être circonscrites au périmètre d'étude jugé le plus pertinent.

Degré de précision des informations

Le contenu du rapport sur les incidences environnementales de plan retenu ci-après constitue un document-type dont les éléments sont considérés comme suffisants au regard des articles D.VIII.29 à 37 du Code de développement territorial (CoDT).

Néanmoins, et sans préjudice de la qualité et du soin à apporter à l'ensemble du rapport sur les incidences environnementales, une attention toute particulière sera réservée aux éléments suivants :

1. les impacts sur la mobilité ;
2. l'accessibilité multimodale du site et sa valorisation ;
3. l'égouttage et l'assainissement des eaux ;
4. la qualité biologique des eaux ;
5. la compatibilité de l'inscription d'une zone d'activité économique mixte par rapport aux servitudes aéronautiques ;
6. l'opportunité de maintenir la bande de services publics et d'équipements communautaires occupée par le centre de contrôle technique automobile.

Cette liste n'est aucunement exhaustive.

PHASE I**Introduction**

L'introduction a pour but de replacer le rapport d'incidences dans son contexte et vise notamment à clarifier la procédure pour le public.

1. Rappel de la procédure de révision d'un plan de secteur - articles D.II.45, D.II.48 à 50 du CoDT

2. Présentation du Projet de révision du plan de secteur adopté par le Gouvernement wallon (art. D.VIII.33, § 3, alinéa 1^{er}, 1^o)

3. Acteurs de la révision du plan de secteur

3.1. Décideur : Gouvernement wallon représenté par le Ministre ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions.

3.2. Initiateur de la demande : promoteur du projet, société ou personne physique exploitant le site. Organigramme de la société (notamment quand il y a plusieurs filiales, ou plusieurs sociétés dans un groupe). Préciser la (les) personne(s) de contact et ses (leurs) coordonnées.

3.3. Auteur de rapport d'incidences : bureau d'études agréé : préciser les catégories et la durée des agréments, les différentes personnes qui ont collaboré au rapport en spécifiant leurs compétences. Préciser la (les) personne(s) de contact et ses (leurs) coordonnées.

4. Contraintes potentielles relevées

Il s'agit des contraintes relevées par l'administration sur la base de l'analyse de la situation de droit et de fait, ainsi que sur la base des différents avis réceptionnés à ce stade de la procédure (Collège et Conseil communaux, CCATM, Directions générales du SPW, pôle « Aménagement du territoire », pôle « Environnement », les sociétés de distribution d'eau, INFRABEL, etc.).

CHAPITRE I^{er}. — Description du projet de plan**1. Objet de la révision de plan de secteur** (art. D.VIII.33, § 3, alinéa 1^{er}, 1^o)

Localisation et superficie de la zone d'activité économique (ou autres zones et/ou périmètre(s) prévu(s) à l'article D.II.21 du CoDT) inscrite au projet de plan.

1.1. Localisation exacte province, commune(s), lieu-dit, rue, n° de planche IGN, coordonnées Lambert) et illustration sur cartes routière et topographique (1/50 000 et 1/10 000) + orthophotoplan au 1/10 000 ;

1.2. Parcelles cadastrales concernées par la révision de plan de secteur reportées sur fond IGN au 1/10 000 et 1/25 000, préciser la superficie totale propriété du demandeur, copie des accords de mise à disposition des terrains, etc.

1.3. Affectations au plan de secteur actuelles et projetées (cartes 1/10 000 et 1/25 000), préciser les superficies des zones dont l'affectation change (y compris les périmètres prévus à l'article D.II.21, § 2, du CoDT). Le cas échéant, préciser les prescriptions supplémentaires prévues (art. D.II.21, § 3, du CoDT)

2. Identification et explicitation des objectifs de la révision de plan de secteur (art. D.VIII.33, § 3, alinéa 1^{er}, 1^o)

Le rapport sur les incidences environnementales mettra en évidence et analysera les objectifs poursuivis par le Gouvernement wallon tels qu'ils figurent dans l'arrêté adoptant le projet de révision de plan de secteur.

Il précisera les arguments qui justifient la nécessité de réviser le plan de secteur pour mettre en œuvre le projet sous-tendu par la révision.

3. Analyse critique de la compatibilité des objectifs du projet au regard de l'article D.I.1 du CoDT et d'autres plans et programmes pertinents (art. D.VIII.33, § 3, alinéa 1^{er}, 1^o)

Cette analyse doit comporter, entre autre, la vérification de la compatibilité des objectifs du projet avec les enjeux présentés dans les documents régionaux réglementaires (le CoDT) et d'orientation, les différents plans et programmes (tels que le Schéma de développement territorial (SDT), le Plan d'Environnement pour le Développement durable, ...)

Il ne s'agit pas ici de résumer les objectifs desdits documents régionaux mais bien d'analyser les objectifs du projet au regard de ces documents.

CHAPITRE II. — *Justification socio-économique de l'inscription d'une zone d'activité économique mixte au plan de secteur*

Ce chapitre vise à vérifier si les terrains inscrits en zone d'activité économique mixte au plan de secteur permettent de répondre à la demande et à identifier les aspects pertinents de la situation socio-économique ainsi que leur évolution probable si le plan n'est pas mis en œuvre (art. D.I.1 et D.VIII.33, § 3, alinéa 1^{er}, 2^o)

1. Analyse des besoins justifiant le projet de plan

1.1. Évaluation de la demande :

7. description des caractéristiques humaines du territoire de référence. Il s'agit d'identifier ses potentialités (atouts et opportunités) et ses contraintes (faiblesses et menaces), en particulier celles qui sont de nature à influencer sur la demande d'espace. Seuls les éléments pertinents au regard de l'activité économique doivent être envisagés.

8. évaluation de la demande (ou du déficit) d'espace pour l'activité économique examinée au sein du territoire de référence.

1.2. Évaluation de l'offre :

9. identification des critères de localisation répondant aux objectifs du projet de plan, aux options régionales et aux réglementations en vigueur.

10. évaluation de l'offre pertinente d'espace pour l'activité économique examinée au sein du territoire de référence.

1.3. Évaluation des potentialités du plan de secteur

Évaluer les potentialités qu'offre le plan de secteur en vigueur pour répondre tant quantitativement que qualitativement à la demande

1.4. Conclusion sur l'évaluation des besoins

Évaluation quantitative et qualitative de la nécessité de destiner de nouvelles superficies à l'activité économique mixte examinée au sein du territoire de référence.

2. Impacts socio-économiques

Il s'agit ici d'estimer l'activité économique induite, l'emploi direct et indirect actuel et créé, les retombées financières générées (taxes, redevances,...) sur l'activité économique nationale et régionale, la valeur ajoutée produite, l'impact sur les activités économiques existantes, etc.

3. Évolution probable si le plan n'est pas mis en œuvre (art. D.VIII.33, alinéa 1^{er}, 2^o)

Il s'agit de préciser l'évolution probable des zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable en cas d'absence de révision du plan de secteur.

CHAPITRE III. — *Validation de la localisation du projet. Identification et analyse des variantes de localisation*

Il s'agit ici, à l'échelle de l'aire de chalandise, de valider ou non la localisation du projet :

- au regard des options régionales qui s'appliquent à ce territoire ;
- en fonction des critères de localisation ;
- et, s'il échet, de présenter des alternatives possibles de localisation au sein de ce territoire. (art. D.VIII.33, § 3, alinéa 1^{er}, 10^o)

1. Transcription spatiale des grandes options régionales.

Il s'agit de transcrire, sur le territoire constituant l'aire de chalandise, les options prévues par les documents régionaux d'orientation (SDT, PEDD, Contrat d'Avenir, plans stratégiques transversaux, etc.).

2. Analyse de la pertinence de la localisation des composantes du projet de plan

Il s'agit d'examiner la pertinence de la localisation des composantes du projet de plan au regard des critères de localisation, de l'analyse des caractéristiques du territoire de référence et des options régionales qui s'y appliquent.

3. Présentation d'alternatives de localisation au projet (art. D.VIII.33, § 3, alinéa 1^{er}, 10^o)

Les variantes de localisation sont brièvement présentées.

Il s'agit, également, ici, de comparer le projet et les variantes de localisation au regard :

- des options régionales,
- des critères de localisation,
- des potentialités et contraintes humaines, socio-économiques et environnementales du territoire de l'aire de chalandise,
- des coûts de mise en œuvre à charge de la collectivité, et de sélectionner une ou plusieurs variantes de localisation.

Si aucune alternative de localisation ne répond mieux aux critères de localisation que le projet, il n'y a pas lieu de sélectionner d'alternative.

PHASE II

CHAPITRE IV. — *Identification et analyse des contraintes et potentialités des zones de dépendances d'extraction et/ou d'extraction prévues au projet et des variantes de localisation*

1. Description du cadre réglementaire

1.1. Zones et périmètres d'aménagement réglementaires

1.1.1. Niveau régional : plan de secteur, guide régional d'urbanisme, plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique, etc.

1.1.2. Niveau communal : schéma de développement communal, guide communal d'urbanisme, schéma d'orientation local, plan communal d'environnement pour le développement durable, plan communal de développement de la nature, Plans d'assainissement (PASH), etc.

1.2. Biens soumis à une réglementation particulière

1.2.1. Faune et flore : statut juridique des bois et forêts, parc naturel, réserves naturelles, périmètres Natura 2000, sites d'intérêt communautaire (ZSC), habitats naturels (décret du 06/12/2001) et espèces d'intérêt communautaire, etc.

1.2.2. Activités humaines : statut juridique des voiries et voies de communication, réseau RAVeL, voiries vicinales, industries et équipements à risque majeur SEVESO, etc. (art. D.VIII.33, § 3, alinéa 1^{er}, 4^o)

1.2.3. Sol : données éventuelles relatives aux terrains concernés dans la banque de données de l'état des sols visée à l'article 10 du décret relatif à la gestion des sols ou à défaut les meilleures données disponibles auprès du Service public de Wallonie ou d'autres organismes (SPAQUE - Walsols, etc.)

1.2.4. Eau : schéma régional des ressources en eau, captages, zones de prévention et de surveillance des captages, plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique (PASH), cours d'eau non navigables (catégories), zones vulnérables, wateringues, etc.

1.2.5. Activités économiques : périmètres de remembrement légal des biens ruraux, périmètres de reconnaissance économique, zones franches urbaines et rurales

1.2.6. Mobilité : plans communaux et inter-communaux de mobilité

1.2.7. Risques naturels : zones d'aléa d'inondation, axes de ruissellement, plan de gestion des risques d'inondation (PGR1), karst, etc.

1.3. Périmètres d'autorisation à restriction de droits civils : permis d'urbanisation existants, périmètres ayant fait l'objet d'une intervention du Fonds des calamités, biens immobiliers soumis au droit de préemption, biens immobiliers soumis à l'expropriation pour cause d'utilité publique, etc.

1.4. Périmètres inhérents aux politiques d'aménagement opérationnel : périmètres de remembrement ruraux ou urbain, de revitalisation urbaine, de rénovation urbaine, zones d'initiatives privilégiées, sites à réaménager, sites de réhabilitation paysagère et environnementale, etc.

1.5. Sites patrimoniaux et archéologiques : monuments et sites classés monuments, sites et ensembles architecturaux classés, zones de protection de classement, carte archéologique, biens repris à l'inventaire du patrimoine régional, patrimoine monumental de Belgique, biens repris à l'inventaire communal, listes de sauvegarde, patrimoine exceptionnel, patrimoine mondial, arbres et haies remarquables, ... et en particulier la ferme de Froidmont.

1.6. Contraintes environnementales : cavités souterraines d'intérêt scientifique, zones humides d'intérêt biologique, contrats de rivière, zones naturelles sensibles, sites de grand intérêt biologique, zones de protection spéciale de l'avifaune, périmètres d'intérêt paysager, périmètres de prévention rapprochée, éloignée et de surveillance des captages, zones vulnérables des principaux aquifères, etc.

2. Description des caractéristiques humaines et environnementales du territoire concerné et évolution probable si le plan n'est pas mis en œuvre (art. D.VIII.33, § 3, alinéa 1^{er}, 2^o et 3^o)

L'étendue de ce territoire sera adaptée suivant les caractéristiques envisagées. Elle sera spécifiée et argumentée point par point par le bureau d'études.

2.1. Caractéristiques humaines

2.1.1. Cadre bâti - Biens matériels et patrimoniaux : structure urbanistique et morphologie architecturale du bâti et des espaces publics, patrimoine culturel (sites et biens classés, zones protégées, ...), sites archéologiques, carte des densités et pôles de développement, présence de biens immobiliers sur le site, etc.

2.1.2. Infrastructures, accessibilité et équipements publics aériens et souterrains : les voiries (réseau, gabarit, capacité, situation actuelle du trafic sur les voies d'accès), les voies ferrées (lignes, point d'arrêt, fréquence), les voies lentes, TEC, les voies navigables (gabaris, quais aménagés), les lignes électriques HT et THT, les lignes téléphoniques, les impétrants, les canalisations souterraines (y compris la collecte et le traitement des eaux usées), etc. + cartographie et évolution des capacités.

2.1.3. Activités humaines : nature et caractéristiques des activités actuelles et potentielles dont l'agriculture (superficie, exploitants, productions (élevage/culture), situation des exploitants), la sylviculture, les activités économiques mixtes et/ou industrielles sensibles (SEVESO), les activités touristiques, les équipements socioculturels sensibles tels que home, école, crèche, hôpital, autres occupations humaines, etc.

2.1.4. Activités passées et pollutions : gîtes de minières exploitées, décharge communale, déchets industriels, etc.

2.2. Caractéristiques environnementales

2.2.1. Pédologie : caractérisation du type de sol, qualité et rareté, joindre un extrait de la carte pédologique, etc.

2.2.2. Hydrologie et hydrogéologie : bassin versant, sous-bassin, catégories de cours d'eau, plans d'eau, carte hydrogéologique, nappe aquifère (préciser le type), piézométrie, captages, zones vulnérables, zones de protection et de surveillance, zones de contrainte environnementale, etc.

2.2.3. Topographie et paysages : géomorphologie et périmètres d'intérêt paysager, point ou ligne de vue ADESA, vision du paysage à partir du site et du site à partir des alentours + photographies, etc.

2.2.4. Air et climat - ambiance sonore et olfactive – qualité de l'air et poussières

2.2.5. Bruits et vibrations : sources et niveaux actuels (étude acoustique) au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, et des zones de risque technologique les plus proches, données existantes ou mesurées, préciser les lieux de mesures, les dates et les heures, etc.

2.2.6. Faune et flore : inventaire et description des espèces et des habitats, biotopes particuliers, biotopes aquatiques et palustres, présence éventuelle d'espèces et/ou de milieux protégés, etc.

2.2.7. Risques naturels et contraintes géotechniques : inondations, axes de ruissellement, phénomènes karstiques, risques miniers, éboulements, glissements de terrain, risques sismiques, etc.

2.3 Evolution probable des caractéristiques environnementales si le plan n'est pas mis en œuvre (art. D.VIII.33, alinéa 1^{er}, 2^o)

Il s'agit de préciser l'évolution probable des caractéristiques environnementales des zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable en cas d'absence de révision du plan de secteur.

3. le cas échéant, les incidences non négligeables probable spécifiques lorsqu'est prévue l'inscription d'une zone dans laquelle pourraient s'implanter des établissements présentant un risque majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement (au sens de la directive 96/82/C.E.) ou lorsqu'est prévue l'inscription de zones destinées à l'habitat ainsi que des zones ou d'infrastructures fréquentées par le public à proximité de tels établissements (art. D.VIII.33, § 3, alinéa 1^{er}, 4^o)

4. Conclusion sur l'analyse des contraintes et potentialités des sites

La conclusion décrit dans quelle mesure chaque thématique de la situation existante constitue, ou non, un atout, une faiblesse, une opportunité ou une menace (tableau AFOM) en cas de mise en œuvre de la révision du plan de secteur. Les éléments qui n'ont pas de relation avec le projet ne sont pas développés.

CHAPITRE V. — *Identification des effets probables de la mise en œuvre du projet sur l'homme et l'environnement*

Il s'agit de mettre en évidence les contraintes et les incidences non négligeables probables (effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long termes, permanents et temporaires, tant positifs que négatifs) sur l'homme et l'environnement (art. D.VIII.33, alinéa 1^{er}, 6°)

1. Impacts sur la qualité de vie (santé, sécurité, hygiène, ...)

1.1. Cadre bâti : relation du projet avec le bâti existant et les propriétés riveraines, compatibilité avec les schémas de développement éventuels, avec les équipements et l'infrastructure existants

1.2. Impacts sur les biens matériels et le patrimoine culturel : monuments et sites classés et fouilles archéologiques, fissures dans les bâtiments, atteintes à la stabilité des bâtiments, disparition ou dégradation de chemins communaux et voiries (servitudes publiques et chemins vicinaux), canalisations souterraines (eau, électricité, gaz, téléphone, ...), lignes électriques, etc.

1.3. Charroi : direct et indirect.

1.4. Bruit : au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, les plus proches

1.5. Air et climat

1.6. Topographie et paysages

2. Impacts sur les activités humaines : activités touristiques, activités SEVESO, activités agricoles, forestières, etc. (art. D.VIII.33, alinéa 1^{er}, 7°)

3. Impacts sur le sol et le sous-sol : karst, travaux miniers, glissement de terrain, érosion, ou autres contraintes géotechniques, pollution, etc.

4. Impacts sur l'hydrogéologie et l'hydrologie

5. Impacts sur la faune, la flore, la biodiversité

Pendant et après la mise en œuvre du projet, altérations et pertes d'habitats faunistiques et d'écosystèmes, impacts potentiels sur les espèces et habitats d'espèces, d'intérêt communautaire, périmètres Natura 2000, etc. (législation sur la conservation de la nature et directives européennes 79/409/CEE et 92/43/CEE).

6. Interaction entre ces divers facteurs

7. Objectifs de la protection de l'environnement pertinents (art. D.VIII.33, alinéa 1^{er}, 5°)

Il s'agit d'identifier, au regard des points 1 à 6 précédents, si les objectifs de la protection de l'environnement sont susceptibles d'être touchés de manière non négligeable, de préciser les caractéristiques de ces zones et d'indiquer comment ces caractéristiques risquent d'être modifiées par le projet.

CHAPITRE VI. — *Examen des mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs et pour renforcer ou augmenter les effets positifs du projet ou des variantes de localisation*

1. Présentation des variantes de délimitation et de mise en œuvre (art. D.VIII.33, alinéa 1^{er}, 10°)

Les variantes de délimitation sont des variations du contour des zones.

Les variantes de mise en œuvre correspondent par exemple à :

- une précision des affectations des zones ;
- un phasage de l'occupation ;
- des équipements techniques ou des aménagements particuliers ;

A l'échelle du périmètre d'influence, les fondements pour l'identification des variantes de délimitation et des variantes de mise en œuvre sont de :

- répondre aux objectifs du projet ;
- répondre au prescrit du CoDT (article D.I.1) et des autres documents régionaux réglementaires ou d'orientation ;
- utiliser au mieux les potentialités et contraintes du site : minimiser les impacts négatifs et favoriser les impacts positifs sur le plan social, économique et environnemental

2. Mesures à mettre en œuvre (art. D.VIII.33, alinéa 1^{er}, 8°)

Pour chacune des variantes, sont identifiées les mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire, atténuer ou compenser les impacts négatifs sur l'environnement et renforcer ou augmenter les impacts positifs.

Il s'agit de vérifier l'adéquation des mesures à mettre en œuvre avec les objectifs de la révision et avec les particularités du milieu. Au besoin, de nouvelles prescriptions peuvent être ajoutées.

2.1. Ajustement du zonage réglementaire (y compris les périmètres prévus à l'article D.II.21 du CoDT)

2.2. Etablissement de prescriptions supplémentaires

Les prescriptions supplémentaires éventuelles sont les suivantes (article D.II.21, § 3, du CoDT) :

- 1° la précision ou la spécialisation de l'affectation des zones ;
- 2° le phasage de leur occupation ;
- 3° la réversibilité des affectations ;
- 4° l'obligation d'élaborer un schéma d'orientation local préalablement à leur mise en œuvre.

Les prescriptions supplémentaires ne peuvent déroger aux définitions des zones.

2.3. Détermination d'équipements techniques et d'aménagements particuliers

2.4. Efficacité estimée de ces mesures et impacts résiduels non réductibles

3. Vérification de la prise en compte des objectifs pertinents de la protection de l'environnement humain et naturel dans le cadre de la révision du plan de secteur (art. D.VIII.33, alinéa 1^{er}, 5^o)

Les objectifs de protection de l'environnement à prendre en compte couvrent au moins les thèmes suivants : la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs.

Il s'agit des objectifs de protection de l'environnement « pertinents » pour le plan en question. La pertinence d'un objectif s'apprécie en fonction des incidences notables probables du plan sur l'environnement tel que défini ci-dessus.

Les objectifs de protection de l'environnement à prendre en compte sont ceux qui ont été établis au niveau international, communautaire ou des Etats membres.

En ce qui concerne le niveau communautaire, ces objectifs pourront être dégagés notamment du sixième programme d'action communautaire pour l'environnement, mais également des différentes directives européennes telles que la directive-cadre eau.

Toutefois, dans l'hypothèse où les objectifs établis sur le plan international ou européen ont été incorporés dans des objectifs fixés au niveau national, régional ou local, la prise en compte de ces derniers suffit.

4. Evolution probable de la situation environnementale si le plan n'est pas mis en œuvre de secteur (art. D.VIII.33, alinéa 1^{er}, 2^o)

Il s'agit de préciser l'évolution probable des caractéristiques environnementales des zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable (voir chapitre VI, point 7) en cas d'absence de révision du plan de secteur.

CHAPITRE VII. — *Justifications, recommandations et suivi de la mise en œuvre du plan*

1. Justification et comparaison du projet et des différentes variantes de délimitation et de mise en œuvre (art. D.VIII.33, alinéa 1^{er}, 10^o)

La justification s'effectue sur base de l'article D.I.1 du CoDT et de l'analyse des précédents chapitres.

Sous forme de tableau, la comparaison se base au minimum sur les éléments ci-dessus : impacts (tant positifs que négatifs) sur le milieu, mesures d'atténuation des impacts à mettre en œuvre, impacts résiduels.

Rappeler quelles sont les principales potentialités et contraintes du projet de révision du plan de secteur.

Conclusions sur la demande et le cas échéant, énoncer des recommandations.

2. Mesures envisagées pour assurer le suivi de la mise en œuvre du plan de secteur (art. D.VIII.33, alinéa 1^{er}, 12^o)

Il s'agit de lister les impacts non négligeables, de proposer des indicateurs de suivi de ces impacts, leur mode de calcul ou de constat, les données utilisées et leur source, ainsi que leurs valeurs-seuils.

L'auteur peut donner des conseils sur des points à étayer dans le dossier de demande de permis et dans l'étude d'incidences du projet.

CHAPITRE VIII. — *Description de la méthode d'évaluation et des difficultés rencontrées*

1. Présentation de la méthode d'évaluation et des difficultés rencontrées (art. D.VIII.33, alinéa 1^{er}, 11^o)

Il s'agit de décrire les éléments spécifiques de la méthode d'évaluation et de préciser les difficultés rencontrées, notamment dans la collecte des informations et les méthodes d'évaluation des besoins.

2. Limites du rapport (art. D.VIII.33, alinéa 1^{er}, 11^o)

L'auteur du rapport précise les points qui n'ont pas pu être approfondis et qui pourraient éventuellement l'être dans de futures évaluations environnementales.

Bibliographie

Résumé non technique (art. D.VIII.33, alinéa 1^{er}, 13^o)

Table des matières, suivie de la liste des cartes, figures et photos (avec le numéro de page où elles se trouvent).

Le résumé non technique est un document indépendant qui comporte un maximum de 30 pages de texte. Il est illustré de cartes, de figures et de photos en couleur.

Ce document doit résumer le rapport d'incidences de plan et la traduire dans un langage non technique de façon à le rendre compréhensible pour un public non averti, et doit favoriser la participation des citoyens à l'enquête publique.

Les effets positifs, négatifs et les mesures d'atténuation (recommandations) proposées seront présentés sous forme de tableau synthétique.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2019 décidant la révision du plan de secteur de Charleroi (planche 46/8) et adoptant le projet de plan en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique mixte.

Namur, le 28 février 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE
 DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES TERRITORIALES,
 DU LOGEMENT, DU PATRIMOINE ET DE L'ÉNERGIE (DGO 4)
 DÉPARTEMENT DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'URBANISME
 DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT LOCAL

PROJET DE REVISION DU PLAN DE SECTEUR DE CHARLEROI

(Planche IGN 46/8N)
 en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique mixte à CHARLEROI (Gosselies)

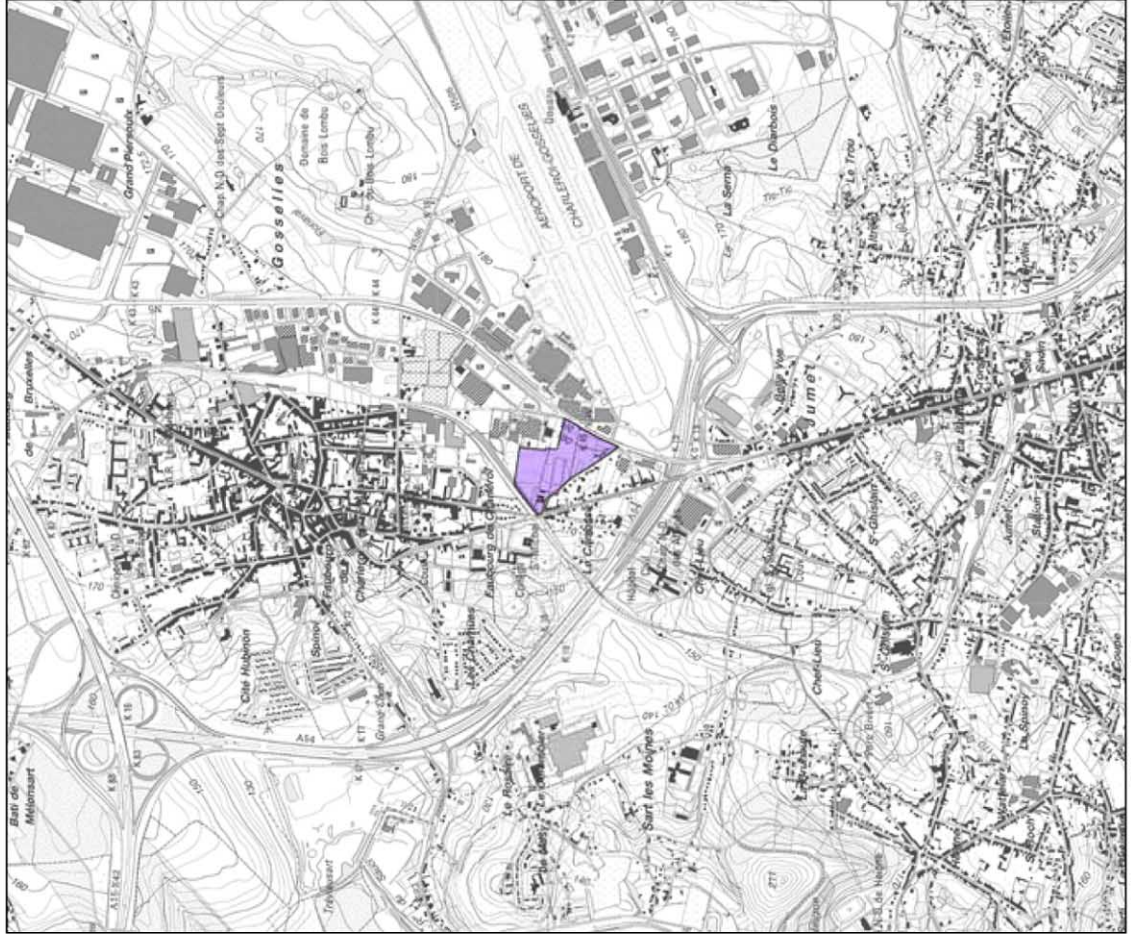
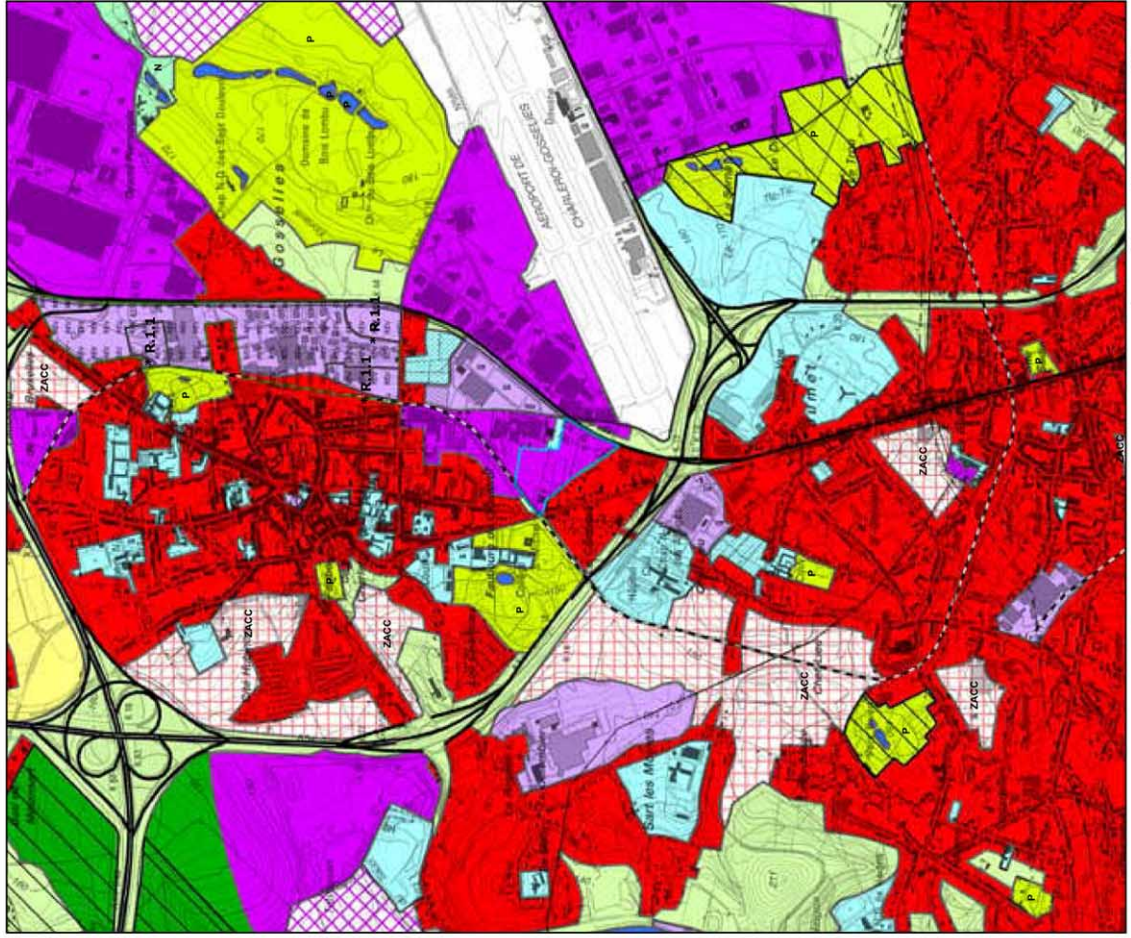
Vu pour être annexé à notre arrêté du
 Le Ministre de l'Environnement, de la
 Transition écologique, de l'Aménagement
 du territoire, du Patrimoine et de l'Énergie,
 de la Mobilité, des Transports,
 du Bien-être animal et des Zonings

Willy BORSJUS

Carlo DI ANTONIO

PLAN DE SECTEUR adapté sur base des dispositions du CoDT: ce plan n'a pas de valeur réglementaire et est présenté pour information.

PROJET DE REVISION DU PLAN DE SECTEUR



La carte originale est établie à l'échelle 1/10.000

— Périmètre concerné par le projet de révision

Carte réalisée par le DGO4 / DAU / DDT / DDT (PB) pour la DAU / DAL (CL) le 17/01/2019 D500034S/REV25

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2019/30484]

28 FEBRUARI 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot herziening van het gewestplan Charleroi (blad 46/8), tot aanneming van het ontwerpplan met het oog op de opnemings van een gemengde bedrijfsruimte op het grondgebied van de gemeente Charleroi, evenals van de ontwerpinhoud van het milieueffectrapport

De Waalse Regering,

Gelet op het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, op de artikelen D.I.1, D.II.20 tot 23, D.II.28 tot 30, D.II.44 tot 45, D.II.48 tot 50, D.II.63, D.VIII.1 tot 2, D.VIII.4 tot 5, D.VIII.7, D.VIII.9, D.VIII.14 tot 15, D.VIII.17 tot 22, D.VIII.24, D.VIII.28 tot 33, D.VIII.35 tot 37 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 september 1979 tot opstelling van het gewestplan van Charleroi en de latere herzieningen ervan;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 28 juli 2017 tot vastlegging van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 augustus 2017 houdende regeling van de werking van de Waalse Regering;

Gelet op het ruimtelijk ontwikkelingsplan goedgekeurd door de Waalse Regering op 27 mei 1999;

Uiteenzetting van de aanvraag

Overwegende dat de "SPRL BSAP", hierna "de aanvrager" genoemd, bij de Waalse Regering een aanvraag heeft ingediend die voornamelijk betrekking heeft op de opnemings van een gemengde bedrijfsruimte, overeenkomstig artikel D.II.48 van het Wetboek;

Overwegende dat de aanvraag gebaseerd is op een basisdossier dat de in artikel D.II.44, lid 1, 1° tot en met 7° vermelde elementen bevat;

Overwegende dat uit het dossier blijkt dat de aanvraag betrekking heeft op de wijziging van de bestemming van een industriële bedrijfsruimte van 7,29 hectare en, bijkomstig, van een openbaar dienstverlenings- en gemeenschappelijk uitrustingsgebied van 0,53 hectare, in een gemengde bedrijfsruimte over een oppervlakte van 7,82 hectare;

Overwegende dat het hoofddoel van de aanvraag erin bestaat te zorgen voor de vestiging van nieuwe economische activiteiten waarvan de kenmerken overeenkomen met de criteria van de gemengde bedrijfsruimte in de zin van artikel D.II.29 van het Wetboek, in functie van de ligging van de site;

Overwegende dat het basisdossier bepaalt dat de aanvrager de eigenaar is van de meerderheid van de gronden waarop de herziening van het gewestplan betrekking heeft; dat het openbaar dienstverlenings- en gemeenschappelijk uitrustingsgebied wordt ingenomen door een centrum voor autokeuring; dat de industriële bedrijfsruimte woningen omvat die voornamelijk eigendom zijn van de "Société wallonne des Aéroports" (Waalse Maatschappij voor Luchthavens) (SOWAER), alsook een gebouw dat eigendom is van Proximus, dat wordt omschreven als een belangrijke telecommunicatierelais;

Overwegende dat het basisdossier vermeldt dat er op de site werkgelegenheid voor ongeveer 180 personen kan worden gecreëerd ;

Dat het basisdossier vermeldt dat de site een dubbele verankering heeft, zowel lokaal als regionaal, vanwege zijn ligging en zijn toegankelijkheid; dat dit aspect met name ten goede komt aan een uitgestrekt marktgebied en tegelijkertijd de toegang tot lokale werkgelegenheid mogelijk maakt;

Overwegende dat het basisdossier het onderwerp was van een voorafgaandelijke publieke informatievergadering, overeenkomstig artikel D.VIII.5 van het Wetboek, op 24 mei 2018;

Overwegende dat de voorafgaandelijke publieke informatievergadering enkele omwonenden van het project heeft samengebracht; dat de interventies voornamelijk bestonden uit vragen over het lot van de huizen gelegen langs de rue du Carrosse, alsook over het statuut van laatstgenoemde in geval van de ontwikkeling van een project op de site; dat geen enkele interventie het beginsel van de herziening van het gewestplan in twijfel heeft getrokken;

Overwegende dat het gemeentecollege op het einde van de vijftien dagen na de informatievergadering, zoals voorzien in artikel D.VIII.5, § 6, van het Wetboek, geen bemerkingen of andere opmerkingen of aanvragen met betrekking tot het ontwerp van herziening van het gewestplan heeft ontvangen;

Overwegende dat de brief aan de Waalse Regering het advies van de gemeentelijke adviescommissie ruimtelijke ordening en mobiliteit (CCATM) van de stad Charleroi van 29 mei 2018 bevat; dat dit advies gunstig is voor de aanvraag;

Overwegende dat de gemeentelijke adviescommissie ruimtelijke ordening en mobiliteit erop wijst dat verschillende vaststellingen pleiten voor een wijziging van het gewestplan:

- een aanvulling bieden op de commerciële ontwikkeling van de Rijksweg N5;
- genieten van een uitstekende bereikbaarheid van Charleroi en Gosselies dankzij de Rijksweg N5, de lichte metro en de RAVeL, maar ook van een groot deel van het Waals Gewest dankzij een zeer gemakkelijke verbinding met de E42-snelweg;
- de gewestelijke beperking of zelfs het verbod op de woonfunctie in de lawaaizone van de luchthaven van Brussels South Charleroi respecteren;
- inspelen op het tekort aan gemengde bedrijfsruimtes, dat binnen 5 jaar in de ruime regio Charleroi is aangekondigd; het enige gebied van dit type dat nog beschikbaar is, ligt in Airport II Park, waarvan de grond onlangs te koop is aangeboden;
- een bestemming mogelijk maken in overeenstemming met de grootte van de grond en de context ervan. De site is niet geschikt voor de ontwikkeling van grote industrie, vooral omdat het wordt omgeven door woningen, handelszaken en een schoolinrichting;
- het gebrek aan alternatieven verhelpen: er zijn geen soortgelijke sites beschikbaar binnen een straal van 10 kilometer;
- een laag beperkingsniveau hebben (groot, bijna vlak terrein);

Overwegende dat de gemeentelijke adviescommissie ruimtelijke ordening en mobiliteit van mening is dat, indien gekozen wordt voor de optie om de handel op de site te vestigen, concurrentie met de handel in het centrum van de stad moet worden vermeden;

Overwegende dat de gemeentelijke adviescommissie ruimtelijke ordening en mobiliteit van mening is dat het voor de aanvrager ook passend is om met de SOWAER te overleggen over de ontwikkeling van de site;

Overwegende dat de brief aan de Waalse Regering ook de beraadslaging van de Gemeenteraad van de stad Charleroi van 25 juni 2018 bevat, die een gunstig advies over de aanvraag geeft;

Overwegende dat de gemeenteraad onderstreept dat de site deel uitmaakt van een belangrijke dynamiek van economische ontwikkeling; dat het voornamelijk bestaat uit braakliggende gronden die al 20 jaar niet meer worden gebruikt; dat het wordt blootgesteld aan geluidsoverlast die het ongeschikt maakt voor de woonfunctie; dat de regio Charleroi tamelijk arm is aan vrije gemengde bedrijfsruimtes; dat momenteel alleen Airport II Park, beheerd door de intergemeentelijke IGRETEC, nog 23 hectaren beschikbare grond heeft; dat bij het huidige commercialiseringstempo de reserves binnen 4 tot 5 jaar zullen zijn uitgeput; dat de infrastructuur van Airport II geen ruimte biedt voor grootschalige bedrijven, aangezien de grootste beschikbare oppervlakte 3,5 hectaren bedraagt; dat de site niet geschikt is voor industriële bestemmingen; dat er in de regio Charleroi een aanzienlijke hoeveelheid uitgeruste industriële bedrijfsruimtes beschikbaar zijn; dat het gebied waarschijnlijk zal voldoen aan sociaal-economische behoeften;

Overwegende dat de gemeenteraad van de stad Charleroi tot de conclusie komt dat de site, gelet op de behoeften en de directe omgeving, perfect is aangepast aan een omvorming van zijn industriële bestemming in een gemengde bestemming;

Rechtvaardiging van de behoeften

Overwegende dat het aanvraagdossier de volgende informatie bevat:

- de regio Charleroi is vrij "arm" aan gebieden met een vrije gemengde bedrijfsruimte ;
- alleen Airport II Park heeft nog 23 hectaren beschikbaar;
- in het geval van het behoud van de vullingsgraad van de percelen met 4,3 hectaren per jaar, zal Airport II Park binnen 4 tot 5 jaar vol zijn;
- de afbakening van de percelen van Airport II Park zou de vestiging van een onderneming met een hoge ruimtebehoefte niet mogelijk maken;

Gezien de tijd die nodig is om nieuwe ruimten voor economische activiteit ter beschikking te stellen, is het noodzakelijk om voortaan rekening te houden met de situatie;

Overwegende dat het aanvraagdossier de volgende elementen met betrekking tot de industriële economische activiteit vermeldt, die overeenkomen met de huidige bestemming van de site:

- de site is niet geschikt voor een industriële bestemming omdat het deel uitmaakt van een commerciële dynamiek die zich langs de N5 heeft ontwikkeld, uitgedrukt in het gewestplan door een brede strook aan gemengde bedrijfsruimtes;
- de nabijheid van woningen en een school maakt het moeilijk om industriële activiteiten op te starten vanwege mogelijke overlast;
- de beschikbaarheid van industriële bedrijfsruimtes is aanzienlijk in de regio Charleroi en wordt op lange termijn gedekt;

Overwegende dat de industriële economische activiteit niet noodzakelijkerwijs overlast veroorzaakt voor de naburige activiteiten;

Overwegende dat de grote beschikbaarheid van industriële bedrijfsruimtes, gezien het potentiële tekort aan gemengde bedrijfsruimtes, de behoefte aan nieuwe ruimtes voor gemengde economische activiteit rechtvaardigt;

Verantwoordingen ten opzichte van artikel D.I.1 van het Wetboek

Overwegende dat de terbeschikkingstelling van nieuwe ruimtes die bestemd zijn voor een economische activiteit die aangepast is aan de site, het mogelijk maakt om in een economische behoefte te voorzien;

Overwegende dat de potentiële creatie van ongeveer 180 banen het mogelijk maakt om in sociale behoeften te voorzien;

Overwegende dat de site niet in staat is om huisvesting te bieden vanwege de ligging in de zones A en B van de langetermijnontwikkelingsplan van de luchthaven van Brussels South Charleroi, kan de site op zich niet voldoen aan een demografische behoefte; dat de ontwikkeling van economische activiteiten echter de opvang van nieuwe inwoners in naburige gebieden kan bevorderen;

Overwegende dat de goede algemene toegankelijkheid van de site voor de verschillende vervoerswijzen de mobiliteit voor deze soort bestemming kan bevorderen;

Overwegende dat door de ontwikkeling van de economische activiteit mogelijk te maken in gebieden die reeds bestemd zijn voor verstedelijking en niet geschikt zijn voor huisvesting, het project een karig gebruik van de grond ten gunste van het milieu beoogt;

Overwegende dat het project, onder voorbehoud van de in het milieueffectrapport uit te voeren analyse, a priori geen significante gevolgen heeft voor de energie- of erfgoedbehoeften;

Overwegende dat het ontwerp derhalve in overeenstemming is met de bepalingen van artikel D.I.1, § 1, van het Wetboek

Noodzaak om het gewestplan te herzien

Overwegende dat de gemengde bedrijfsruimte het voor verstedelijking bestemde gebied van het gewestplan is dat het meest geschikt is voor het soort economische activiteiten dat in het basisdossier wordt voorzien en hierboven wordt gerechtvaardigd;

Overwegende dat de aanvrager een analyse gemaakt heeft van de beschikbaarheid van onroerend goed dat bestemd is voor gemengde economische activiteiten in de regio Charleroi en dat voldoet aan de behoeften inzake ligging;

Overwegende dat het, tot slot, passend is het gewestplan te herzien met het oog op de opnemings van een gemengde bedrijfsruimte in plaats van de industriële bedrijfsruimte;

Overwegende dat het openbaar dienstverlenings- en gemeenschappelijk uitrustingsgebied dat momenteel in het gewestplan ter hoogte van de site is opgenomen, grotendeels wordt ingenomen door de activiteiten van een centrum voor autokeuring;

Overwegende dat, hoewel deze activiteit niet a priori onverenigbaar is met het soort activiteiten dat in een gemengde bedrijfsruimte kan worden ondergebracht, zij niettemin overeenkomt met het soort activiteiten waarop het openbaar dienstverlenings- en gemeenschappelijk uitrustingsgebied zich richt;

Overwegende bijgevolg dat het a priori en onder voorbehoud van de analyse die in het kader van het milieueffectrapport moet worden uitgevoerd, niet nodig is om het gewestplan te herzien ter hoogte van het openbaar dienstverlenings- en gemeenschappelijk uitrustingsgebied;

Onderzochte alternatieve projecten

Overwegende dat de auteur van het basisdossier de basisvoorwaarden heeft gedefinieerd die noodzakelijk zijn voor de ontwikkeling van het op de site voorgestelde project:

- snelle toegang tot een grote snelweg;

- zicht vanaf een grote weg;
- oppervlakte van ten minste 7 hectare in één stuk;
- vlak terrein;

Overwegende dat de auteur op zoek is gegaan naar mogelijke alternatieven binnen een straal van 10 km rond het project, waaronder de gehele agglomeratie Charleroi, met inbegrip van de ring die gevormd wordt door de Ring 3, en die verder reikt dan Fosses-la-ville, Les Bons Villers en Fleurus ;

Overwegende dat de auteur opmerkt dat alleen een gemengde bedrijfsruimte in het gewestplan, de zogenaamde "5 Bascoup"-steenbergtop in Trazegnies, over het algemeen de criteria benadert, zonder dat echter op bevredigende wijze aan deze criteria wordt voldaan, temeer daar dit een nieuw handelscentrum zou creëren en niet tot doel zou hebben om een bestaand centrum te versterken;

Overwegende dat de auteur opmerkt dat de beschikbaarheden inzake grond binnen de bestaande parken onvoldoende ruimte biedt;

Overwegende dat de auteur ook rekening heeft gehouden met de ruimtes van de voormalige "Caterpillar"-site, die vrij goed aan de voorwaarden voldoet; dat deze site niettemin wordt overwogen voor nieuwe industrieën;

Overwegende dat uit de analyse van het project blijkt dat het project erop gericht is de samenhang van het gewestplan te waarborgen door binnen duidelijke en passende grenzen te blijven: de N5 in het oosten, een woongebied in het zuidwesten (rue du Carrosse), de RAVeL 119 in het noordwesten en bezette percelen in het noorden;

Overwegende evenwel, en onder voorbehoud van de analyse die in het milieueffectrapport moet worden uitgevoerd, dat het niet passend is om de gemengde bedrijfsruimte op te nemen in het openbaar dienstverlenings- en gemeenschappelijk uitrustingsgebied dat door het centrum voor autokeuring wordt ingenomen;

Overwegende dat de Waalse Regering daarom voorstelt om, als afbakeningsalternatief, de grens van de gemengde bedrijfsruimte te wijzigen;

Analyse van de bestaande feitelijke en rechtstoestand

Overwegende dat de onroerende goederen die het voorwerp uitmaken van de aanvraag zich uitstrekken over het gemeentelijk grondgebied van de stad Charleroi;

Overwegende dat de site zich op een hoogte van ongeveer 175 meter ten westen van de luchthaven van Brussels South Charleroi bevindt, op een plateau ten oosten van het kanaal Brussel Charleroi;

Overwegende dat de site waarop het project zich richt, grotendeels vrij is van bewoning en gekenmerkt wordt door een spontane vegetatie die een "onbebouwd terrein" vormt zonder bijzonder biologisch belang; dat het geen waardevolle boom of haag heeft;

Overwegende dat in het basisdossier tijdens de veldwaarnemingen geen diersoorten worden vermeld, wat verklaard wordt door de insluiting van de site in een stedelijke omgeving;

Overwegende dat de enige bezettingen van de site zijn:

- een leegstaande loods aan de westkant, grenzend aan een groter gebouw dat voor Proximus een belangrijk telecommunicatiemiddel is;

- in het noordwesten, vier ongebruikte bassins die verbonden zijn met een voormalige kwekerijactiviteit;

- in het zuiden, twee huizen langs de rue du Carrosse, waarvan er momenteel één verlaten is;

Overwegende dat het beoogde terrein vlak is; dat het eindigt onder een helling van 2 tot 4 meter hoog die vorm geeft aan het niveauverschil met de N5;

Overwegende dat er geen oppervlaktewater wordt opgespoord ter hoogte van de beoogde omtrek of in de buurt ervan;

Overwegende dat de site niet wordt bedreigd door een risico op overstromingen door het buiten de oevers treden van waterlopen;

Overwegende dat de site is bedreigd door een risico op overstromingen door hemelwater ; dat de auteur van het basisdossier van mening is dat deze informatie niet relevant is gezien de gebruikte modellering, die geschikt is voor landbouwgrond;

Overwegende dat de bodem van de site bestaat uit heterogene vulling en geelachtig quaternair slib;

Overwegende dat een kleiachtige zandvorming (Carnières-formatie) de basis vormt van de waterlaag van het Brussels zand; dat deze zelfde formatie een beschermende ondoordringbare laag van de onderste Silezische laag vormt;

Overwegende dat de auteur van het dossier acht dat de laag van het Brussels zand zich waarschijnlijk op een diepte van meer dan 10 meter bevindt; dat de 4 meter boringen die in 2006 in het kader van een indicatief bodemonderzoek zijn geboord, deze hoe dan ook niet hebben bereikt;

Overwegende dat de conclusie van de bodemstudie luidde dat er geen overschrijding van de drempelwaarden voor economische activiteiten werd vastgesteld;

Overwegende dat, hoewel de site grotendeels leeg is, hij omringd is door vele activiteiten: commerciële activiteiten, industriële activiteiten, residentie, schoolinrichting, luchthaven;

Overwegende dat de site is gelegen in de geluidszones A en B van de "PDLT" van de luchthaven van Brussels South Charleroi;

Overwegende dat de wegen rondom het terrein normaal gesproken voorzien zijn van water, elektriciteit, straatverlichting en telefoon; dat alleen het rioleringsbeheer nog in de planningsfase zit;

Overwegende dat er een gasleiding in het oostelijke deel van de site aanwezig is;

Overwegende dat de bodemstudie een riool vermeldt die de site van oost naar west doorkruist; dat dit riool niet wordt vermeld in het saneringsplan per onderstroomgebied (PASH) en dat er geen aanvullende informatie over bestaat;

Overwegende dat de site direct toegankelijk is via de N5, die zelf rechtstreeks verbonden is met de A54 en E42; dat deze wegen zowel een snelle toegang tot het stadscentrum van Charleroi als tot het hele Waalse grondgebied mogelijk maken;

Overwegende dat de lokale wegen ten westen van de site een snelle toegang tot de woonwijken van Gosselies mogelijk maken;

Overwegende dat de site geniet van een uitstekende bereikbaarheid met het openbaar vervoer:

- het station "Carrosse" van de M3 lichte metro bevindt zich naast de site;

- vele buslijnen bedienen ditzelfde station, evenals een andere buslijn die zich op 250 meter van de site bevindt;

Overwegende dat de toegang tot de site via de zachte verkeersmodi gemakkelijk is, zowel door de aangrenzende RAVeL, die het netwerk rond Charleroi verbindt, als door de fietsuitrusting van de N5;

Overwegende dat de site gelegen is in de agglomeratie Charleroi-Gosselies, die deel uitmaakt van een belangrijke pool van de Waalse ruimtelijke structuur in het kader van het ruimtelijk ontwikkelingsplan (SDT);

Overwegende dat het ruimtelijk ontwikkelingsplan ook wijst op de aanwezigheid van de Eurocorridor die gevormd wordt door de Waalse hoofdverbindingsweg en door de kruising van grote transportassen die gekenmerkt worden door belangrijke communicatieknooppunten (luchthaven, binnenhaven, multimodaal platform, station);

Overwegende dat de beoogde omtrek betrokken is bij het ontwerp van herziening van het gewestplan van Charleroi, dat op 23 december 2010 voorlopig door de Waalse regering werd aangenomen; dat dit project tot doel heeft een omtrek op te nemen voor de reservering van ruimten die nodig zijn voor de bescherming en het onderhoud van de luchthaveninfrastructuur, als overdruk van de gebieden van het gewestplan die zich binnen de omtrek van zone A van de "PDLT" van de luchthaven van Brussels South Charleroi bevinden; dat, ondanks het feit dat dit ontwerp nog niet definitief is aangenomen door de Waalse regering, er wordt vastgesteld dat deze herziening van het gewestplan niet afwijkt van of in tegenspraak is met dit plan, aangezien het niet voorziet in de mogelijkheid om zich te vestigen;

Overwegende dat het Strategisch Plan van Charleroi Métropole het "noordelijke district" identificeert als een plaats van grote groei dankzij de ontwikkeling van de luchthaven van Brussel South Charleroi, de Aeropole en de aangrenzende bedrijfsparken; dat het gebied ook wordt genoemd als secundair winkelcentrum, maar met een regionale dimensie;

Overwegende dat het project de mogelijkheid kan bieden om de groei van de genoemde "noordelijke district" te ondersteunen;

Overwegende dat het project niet in tegenspraak is met het Gemeentelijk Mobiliteitsplan van de stad Charleroi;

Overwegende dat de omtrek is opgenomen in het gemeenschappelijk saneringsgebied voor economische activiteiten; dat wordt gespecificeerd dat de wegen (rue du Carrosse en N5) moeten worden uitgerust met een, tot op heden onbestaande, zwaartekrachtriolering; dat het rioleringsnet is aangesloten op het zuiveringsstation Bordia in Jumet, met een capaciteit van 31.500 equivalent-inwoners, en wordt beheerd door de intercommunale IGRETEC;

Procedure

Overwegende dat, overeenkomstig artikel D.II.48, § 1, van het Wetboek, een aanvraag tot herziening van een gewestplan tot opnemings van een bedrijfsruimte door de Waalse Regering kan worden ingediend om gevolg te geven aan een met redenen omkleed verzoek van een privaatrechtelijke natuurlijke persoon of rechtspersoon;

Omtrek die het gewestplan herzielt

Overwegende dat het, na de analyse van de vraag en de hierboven genoemde elementen en onder voorbehoud van de analyse die in het kader van het milieueffectrapport moet worden uitgevoerd, niet passend is om het openbaar dienstverlenings- en gemeenschappelijk uitrustingsgebied waarin het centrum voor autokeuring is ondergebracht, op te nemen in de gemengde bedrijfsruimte die in het gewestplan moet worden opgenomen;

Overwegende dat er geen reden is om de omtrek verder te wijzigen zoals voorgesteld door de aanvrager;

Bijkomende voorschriften

Overwegende dat het gewestplan bijkomende voorschriften kan bevatten overeenkomstig artikel D.II.21, § 3;

Overwegende dat de aanvrager niet aangeeft dat het nodig is om enig bijkomend voorschrift op te nemen als overdruk van de geplande gemengde bedrijfsruimte; dat de inhoud van het basisdossier niet a priori de noodzaak van een dergelijk voorschrift vereist;

Op de herziening van het gewestplan toepasselijke principes

Overwegende dat de in artikel D.II.45 van het Wetboek gestelde voorwaarden voor de opnemings van een nieuw voor bebouwing bestemd gebied niet van toepassing zijn daar het nieuwe gebied is opgenomen op een gebied dat momenteel in het gewestplan voor bebouwing is bestemd;

Advies van de instanties

Overwegende dat overeenkomstig artikel D.II.48, § 4, van het Wetboek, de volgende personen en instanties om advies is gevraagd: de gemachtigde ambtenaar van de buitendienst van Henegouwen II, de Beleidsgroepen "Ruimtelijke Ordening" en "Leefmilieu", de Beleidscel Ruimtelijke Ontwikkeling, het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu (DGO3) van de Waalse Overheidsdienst (SPW), het Operationeel Directoraat-generaal Wegen en Gebouwen (DGO1) van de SPW, de "Société wallonne des Aéroports" (Waalse Maatschappij voor Luchthavens) (SOWAER), Brussels South Charleroi Airport (BSCA), de intercommunale IGRETEC, het Departement Economische Ontwikkeling van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek (DGO6) van de SPW;

Overwegende dat de intercommunale IGRETEC en de gemachtigde ambtenaar geen advies hebben uitgebracht;

Overwegende dat de andere instanties en personen allen een gunstig of voorwaardelijk gunstig advies hebben uitgebracht betreffende het verzoek om herziening van het gewestplan;

Overwegende dat het schrijven aan de Waalse Regering het advies van de gemeentelijke adviescommissie ruimtelijke ordening en mobiliteit (CCATM) van de stad Charleroi van 29 mei 2018 bevat; dat dit advies gunstig is voor de aanvraag;

Overwegende dat de gemeentelijke adviescommissie ruimtelijke ordening en mobiliteit erop wijst dat verschillende vaststellingen pleiten voor een wijziging van het gewestplan:

- een aanvulling bieden op de commerciële ontwikkeling van de N5;
- genieten van een uitstekende bereikbaarheid van Charleroi en Gosselies dankzij de N5, de lichte metro en de RAVeL, maar ook van een groot deel van het Waals Gewest dankzij een zeer gemakkelijke verbinding met de E42-snelweg;
- de gewestelijke beperking of zelfs het verbod op de woonfunctie in de lawaaizone van de luchthaven van Brussels South Charleroi respecteren;
- inspelen op het tekort aan gemengde bedrijfsruimtes, dat binnen 5 jaar in het groot-Charleroi is aangekondigd; het enige gebied van dit type dat nog beschikbaar is, ligt in Airport II Park, waarvan de grond onlangs te koop is aangeboden;
- een bestemming mogelijk maken in overeenstemming met de grootte van de grond en de context ervan. De site is niet geschikt voor de ontwikkeling van grote industrie, vooral omdat het wordt omgeven door woningen, handelszaken en een schoolinrichting;
- het gebrek aan alternatieven verhelpen: er zijn geen soortgelijke sites beschikbaar binnen een straal van 10 kilometer;
- een laag beperkingsniveau hebben (groot, bijna vlak terrein);

Overwegende dat de gemeentelijke adviescommissie ruimtelijke ordening en mobiliteit acht dat, indien gekozen wordt voor de optie om de handel op de site te vestigen, concurrentie met de handel in het centrum van de stad moet worden vermeden;

Overwegende dat de gemeentelijke adviescommissie ruimtelijke ordening en mobiliteit acht dat het voor de aanvrager ook passend is om met de SOWAER te overleggen over de ontwikkeling van de site;

Overwegende dat de brief aan de Waalse Regering ook de beraadslaging van de Gemeenteraad van de stad Charleroi van 25 juni 2018 bevat, die een gunstig advies over de aanvraag geeft;

Overwegende dat de gemeenteraad onderstreept dat de site deel uitmaakt van een belangrijke dynamiek van economische ontwikkeling; dat het voornamelijk bestaat uit braakliggende gronden die al 20 jaar niet meer worden gebruikt; dat het wordt blootgesteld aan geluidsoverlast die het ongeschikt maakt voor de woonfunctie; dat de regio Charleroi tamelijk arm is aan vrije gemengde bedrijfsruimtes; dat momenteel alleen Airport II Park, beheerd door de intergemeentelijke IGRETEC, nog 23 hectaren beschikbaarheden inzake grond heeft; dat bij het huidige commercialiseringstempo de reserves binnen 4 tot 5 jaar zullen zijn uitgeput; dat de infrastructuur van Airport II geen ruimte biedt voor grootschalige bedrijven, aangezien de grootste beschikbare oppervlakte 3,5 hectaren bedraagt; dat de site niet geschikt is voor industriële bestemmingen; dat er in de regio Charleroi een aanzienlijke hoeveelheid uitgeruste industriële bedrijfsruimtes beschikbaar zijn; dat het gebied waarschijnlijk zal voldoen aan sociaal-economische behoeften;

Overwegende dat de gemeenteraad van de stad Charleroi tot de conclusie komt dat de site, gelet op de behoeften en de directe omgeving, perfect is aangepast aan een wijziging van zijn industriële bestemming in een gemengde bestemming;

Overwegende dat de SOWAER op 29 oktober 2018 een gunstig advies heeft uitgebracht over het verzoek tot wijziging van het gewestplan;

Overwegende dat de beleidsgroep "Leefmilieu" op 14 november 2018 een gunstig advies heeft uitgebracht over het verzoek om het gewestplan te herzien en de procedure voort te zetten;

Overwegende dat de beleidsgroep "Leefmilieu" aanbeveelt de volgende punten in het milieueffectrapport te bestuderen: impact op de mobiliteit, de multimodale toegankelijkheid van de site en de valorisatie ervan, de riolering en de sanering, de biologische kwaliteit van de site;

Overwegende dat de Beleidscel Ruimtelijke Ontwikkeling op 16 november 2018 een gunstig advies heeft uitgebracht; dat zij, in het bijzonder, van mening is dat het verzoek in overeenstemming is met het voornemen om de bouw of reconstructie van gebouwen die bestemd zijn voor het verblijf of de huisvesting van personen in zone A van het ontwikkelingsplan op lange termijn (PDLT) van de luchthaven van Brussel South Charleroi te verbieden;

Overwegende dat de beleidsgroep "Ruimtelijke Ordening" op 16 november 2018 een gunstig advies heeft uitgebracht over het verzoek om het gewestplan te herzien en de procedure voort te zetten; dat hij benadrukt dat het doel is te voorzien in de behoefte aan grond met een gemengde economische bestemming in de regio;

Overwegende dat de beleidsgroep "Ruimtelijk Ordening" suggereert dat de milieueffectbeoordeling de mogelijkheden van de soorten activiteiten die op de site kunnen worden uitgevoerd, moet beoordelen, met name om de goede multimodale toegankelijkheid van de site optimaal te benutten;

Overwegende dat BSCA zich ertoe beperkt de aandacht te vestigen op de noodzaak de verenigbaarheid van de opnemings van een gemengde bedrijfsruimte met de erfdienstbaarheden op het gebied van de luchtvaart te garanderen;

Overwegende dat de Directie Handelsvestigingen van het Departement Economische Ontwikkeling van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek (DGO6) van de Waalse Overheidsdienst (SPW) van mening is dat, indien de site gebruikt zou worden voor kleinhandelsactiviteiten, het een aanvulling zou moeten zijn op wat er in het stadscentrum van Gosselies bestaat; dat zij bijvoorbeeld van mening is dat de handel in lichte halve stroom aankopen (persoonlijke uitrusting zoals kleding, schoenen, enz.) moet worden vermeden; dat men meer de voorkeur zou moeten geven aan handel in zwaar halve stroom aankopen, die meer in overeenstemming zijn met de situatie en de configuratie van het betrokken gebied;

Overwegende dat de Directie Handelsvestigingen van mening is dat handelszaken voor dagelijkse aankopen, zoals voedingswinkels, een plaats kunnen vinden in het gebied, op voorwaarde dat bijzondere aandacht wordt besteed aan de verbinding en de ontwikkeling van voetgangers-fietspaden met de weinige nabijgelegen woningen;

Overwegende dat in het gunstig advies van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu (DGO3) van de Waalse Overheidsdienst met name wordt benadrukt dat de in ERRUISSOL in kaart gebrachte concentratieassen voor het afvloeiend water niet overeenstemmen met de werkelijkheid, gezien de gedeeltelijke verstedelijking in de omgeving van het project; dat het project derhalve geen significante gevolgen mag hebben voor de lokale waterstromen en geen bestemmingsgebied mag creëren die gevoeliger is voor het overstromingsrisico door concentratie van de afvloeiingsstromen;

Milieueffectenbeoordeling

Overwegende dat het voorgestelde herziene gewestplan waarschijnlijk aanzienlijke milieueffecten zal hebben, rekening houdend met de activiteiten die in de nieuwe gemengde bedrijfsruimte kunnen worden uitgevoerd;

Overwegende dat, overeenkomstig de bepalingen van de artikelen D.II.48, § 5, D.VIII.31, § 1, 2° en D.VIII.31, § 4, van het Wetboek, de Waalse Regering verplicht is een milieueffectenonderzoek te laten uitvoeren en het ontwerp van de inhoud voor advies voor te leggen aan de beleidsgroepen "Ruimtelijke Ordening" en "Leefmilieu" en aan de personen en instanties die zij nuttig acht om te raadplegen;

Overwegende, wat betreft de omvang van het uit te voeren milieueffectbeoordelingonderzoek, dat de auteur van het onderzoek zijn analyse beperkt tot de bestanddelen van het voorontwerp van plan die een niet te verwaarlozen effect op het leefmilieu kunnen hebben; dat hij de relevantie van zijn keuzes verantwoordt;

Overwegende dat de analyse van de behoeften die de opnemings van de gemengde bedrijfsruimte in het gewestplan van Charleroi rechtvaardigt, zich zal beperken tot het grondgebied dat deel uitmaakt van de Ring 3 en de snelweg E42;

Overwegende dat wat betreft de mate van nauwkeurigheid van de informatie die in de milieueffectbeoordeling moet worden verstrekt, een bijzondere aandacht moet worden besteed aan de analyse:

- van de gevolgen op de mobiliteit
- van de multimodale toegankelijkheid van de site en de valorisatie ervan;
- van de riolering en waterzuivering;
- van de biologische kwaliteit van de site;
- van de verenigbaarheid van de opnemings van een gemengde bedrijfsruimte met de erfdienstbaarheden op het gebied van de luchtvaart;

Overwegende dat in de milieueffectbeoordeling bijzondere aandacht zal worden besteed aan de bestudering van het potentieel van de site in termen van de typologie van de activiteiten die er kunnen worden uitgevoerd; dat in dit verband bijzondere aandacht zal worden besteed aan commerciële activiteiten, alsmede aan mogelijke verbanden met luchthavenactiviteiten;

Raadpleging van de instanties

Overwegende dat de Waalse Regering het ontwerp van de inhoud van de milieueffectbeoordeling kan voorleggen aan andere instanties dan die welke uitdrukkelijk zijn voorzien in artikel D.VIII.31, § 4, van het Wetboek, namelijk de beleidsgroepen "Ruimtelijke Ordening" en "Leefmilieu";

Gelet op de verzoeken in verband met de mobiliteit en toegankelijkheid van de site;

Overwegende dat de Waalse Regering van mening is dat zij verantwoordelijk is voor het voorleggen van de ontwerpinhoud van de milieueffectbeoordeling aan het “Département de la Stratégie de la Mobilité” (Departement Mobiliteitsstrategie) van het Directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen (DGO2) van de Waalse Overheidsdienst;

Overwegende dat het project gericht is op de opnemng van een gebied dat bestemd is voor economische activiteit;

Overwegende dat de Waalse Regering van mening is dat zij verantwoordelijk is voor het voorleggen van de ontwerpinhoud van de milieueffectbeoordeling aan de Directie Uitrusting Bedrijvenparken van het Departement Investerings van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek (DGO6) van de Waalse Overheidsdienst;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening,

Besluit :

Artikel 1. De Waalse Regering beslist tot de herziening van het gewestplan van Charleroi (blad 46/8).

Art. 2. De Waalse Regering neemt het ontwerp van herziening van het gewestplan van Charleroi aan (blad 46/8) met het oog op de opnemng van een gemengde bedrijfsruimte op het grondgebied van de gemeente Charleroi (Gosselies), overeenkomstig de bijgevoegde kaart.

Art. 3. De Waalse Regering beslist om het ontwerp van herziening van het gewestplan aan een milieueffectbeoordeling te onderwerpen en neemt de ontwerpinhoud van het bijgevoegde milieueffectenrapport aan.

Art. 4. De Waalse regering beslist om de ontwerpinhoud van het milieueffecten rapport voor advies voor te leggen:

- aan de Beleidsgroepen “Ruimtelijke Ordening” en “Leefmilieu”;
- aan het “Département de la Stratégie de la Mobilité” (Departement Mobiliteitsstrategie) van het Directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen (DGO2) van de SPW;
- aan de Directie Uitrusting Bedrijvenparken van het Departement Investerings van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek (DGO6) van de SPW, overeenkomstig de bepalingen van artikel D.VIII.33, § 4, van het Wetboek.

Namen, 28 februari 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

ONTWERPINHOUD VAN HET MILIEUEFFECTENVERSLAG

De ontwerp van herziening van blad 48/6 van het gewestplan van Charleroi, aangenomen bij het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2019, heeft betrekking op de opnemng van een gemengde bedrijfsruimte.

Omvang

In het milieueffectenverslag zal de impact van de opnemng van de nieuwe gemengde bedrijfsruimte in het gewestplan van Charleroi worden geanalyseerd, overeenkomstig artikel D.VIII.33, § 2 en § 3 van het Wetboek.

De auteur van het milieueffectrapport zal zijn analyse beperken tot die onderdelen van het ontwerpplan die aanzienlijke gevolgen kunnen hebben voor het milieu, waarbij hij met name rekening zal houden met de opnemng van de aanwijzing van de gemengde bedrijfsruimte op gronden die momenteel in het gewestplan zijn opgenomen in de industriële bedrijfsruimte. Hij zal de relevantie van zijn keuzes rechtvaardigen.

Het milieueffectenverslag verloopt volgens het “trechterbeginsel” waarbij de bestanddelen van het ontwerp-plan, afhankelijk van de aard van de besproken aspecten, geanalyseerd worden van de grootste tot de lokale schaal van de betrokken omtrek.

De analyse van de behoeften die de opnemng van de gemengde bedrijfsruimte in het gewestplan van Charleroi rechtvaardigt, zal zich beperken tot het grondgebied dat deel uitmaakt van de Ring 3 en de snelweg E42;

De analyse van de afbakening en van de voorwaarden voor de uitvoering van de onderdelen van het ontwerpplan, evenals het zoeken naar varianten zullen beperkt moeten worden tot de meest relevante onderzoeksomtrek.

Nauwkeurighedsgraad van de gegevens

De hierover overwogen inhoud van het verslag over de milieueffecten is een standaarddocument waarvan de elementen geacht worden voldoende te zijn wat betreft de artikelen D.VIII.29 tot en met 37 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling (CoDT).

Onverminderd de kwaliteit en de zorg die aan het milieueffectrapport in zijn geheel moet worden geschonken, zal echter bijzondere aandacht worden besteed aan de volgende elementen gelet op:

1. de gevolgen op de mobiliteit
2. de multimodale toegankelijkheid van de site en de valorisatie ervan;
3. de riolering en waterzuivering;
4. de biologische kwaliteit van het water;
5. de verenigbaarheid van de opnemng van een gemengde bedrijfsruimte met de erfgoedwaarden op het gebied van de luchtvaart;
6. de mogelijkheid om de strook van openbaar dienstverlenings- en gemeenschappelijk uitrusting ingenomen door het centrum voor autokeuring in stand te houden.

Deze lijst is geenszins volledig.

FASE I

Inleiding

De inleiding heeft als doel het effectenrapport in zijn context te plaatsen en wil met name de procedure voor het publiek duidelijker maken.

1. Verwijzing naar de procedure voor de herziening van een gewestplan – artikelen D.II.45, D.II.48 tot 50 van het Wetboek

2. Voorstelling van het ontwerp van herziening van het gewestplan aangenomen door de Waalse Regering (art. D.VIII.33, § 3, eerste lid, 1°)

3. Actoren van de herziening van het gewestplan

3.1. Beslissingmaker : Waalse Regering vertegenwoordigd door de Minister tot wiens bevoegdheden Ruimtelijke Ordening behoort.

3.2. Initiatiefnemer van het verzoek: promotor van het project, vennootschap of natuurlijke persoon die de groeve uitbaat. Organogram van de vennootschap (meer bepaald indien meerdere filialen, of meerdere vennootschappen in een groep). De contactpersoon (-personen) en zijn (hun) personalia vermelden.

3.3 . Auteur van het effectenrapport: erkend studiebureau: de categorieën erkenningen en de duur ervan nader omschrijven en de verschillende personen die aan het rapport hebben meegewerkt, vermelden en hun bevoegdheden specificeren. De contactpersoon (-personen) en zijn (hun) personalia vermelden.

4. Potentiële drukfactoren

Het betreft de drukfactoren die de administratie heeft onderkend op grond van de analyse van de feitelijke en de rechtstoestand en van de verschillende adviezen die het in dit stadium van de procedure gekregen heeft (Gemeenteraad en –college, gemeentelijke adviescommissie ruimtelijke ordening en mobiliteit (CCATM), Directoraten-generaal van de Waalse Overheidsdienst, de beleidsgroep "Ruimtelijke Ordening", de beleidsgroep "Leefmilieu", de waterleidingmaatschappijen, INFRABEL, ...).

HOOFDSTUK I. — *Omschrijving van het ontwerpplan*

1. Doel van de herziening van het gewestplan (art. D.VIII.33, § 3, lid 1,1°)

Ligging en oppervlakte van de bedrijfsruimte (of andere zones en/of omtrek(ken) voorzien in artikel D.II.21 van het Wetboek) opgenomen in het ontwerp van plan.

1.1. Exacte plaatsbepaling (provincie, gemeente[n], gehucht, straat, bladnr. NGI, Lambert-coördinaten) en illustratie op wegen- en topografische kaarten (1/50.000e en 1/10.000e) + ortofotoplan 1/10.000e;

1.2. kadastrale percelen betrokken bij de gewestplanherziening op de NGI-kaart aangebracht met schaal 1/10 000e en 1/25 000e, de totale oppervlakte van de eigendom van de aanvrager opgeven, afschrift van de akkoorden ivm de terbeschikkingstelling van de gronden, ...enz.

1.3. (huidige en geplande) bestemmingen in het gewestplan (kaarten 1/10.000e en 1/25.000e), de oppervlakten van de zones waarvan de bestemming verandert (met inbegrip van de omtrekken bedoeld in artikel D.II.21, § 2 van het Wetboek) nader bepalen. In voorkomend geval de bepaalde bijkomende voorschriften nader omschrijven (art. D.II.21, § 3, van het Wetboek)

2. Identificatie en explicatie van de doelstellingen van de herziening van het gewestplan (art. D.VIII.33, § 3, lid 1e,1°)

Het milieueffectrapport zal de doelstellingen nagestreefd door de Waalse Regering, zoals vermeld in het besluit tot aanneming van het ontwerp van herziening van het gewestplan, duidelijk maken en analyseren.

De argumenten die de noodzaak rechtvaardigen om het gewestplan te herzien met het oog op de uitvoering van het project dat ten grondslag ligt aan herziening, zullen nader toegelicht worden.

3. Kritische analyse van de verenigbaarheid van de doelstellingen van het ontwerp ten opzichte van artikel D.I.1 van het Wetboek en van andere de relevante plannen en programma's (art. D.VIII.33, § 3, eerste lid, 1°)

Die analyse dient onder andere de controle te bevatten van de verenigbaarheid van de doelstellingen van het ontwerp met de belangen voorgesteld in de gewestelijke regelgeving (het Wetboek) en beleidsteksten, de verschillende plannen en programma's (zoals het ruimtelijk ontwikkelingsplan (SDT), het milieubeleidsplan voor de duurzame ontwikkeling, ...)

De doelstellingen van bedoelde gewestelijke documenten moeten niet samengevat worden. Wat wel gedaan moet worden, is de doelstellingen van het ontwerp analyseren ten opzichte van die documenten.

HOOFDSTUK II. — *Sociaal-economische verantwoording van de opneming van een gemengde bedrijfsruimte in het gewestplan*

In dit hoofdstuk wordt nagegaan of de gronden opgenomen als gemengde bedrijfsruimte in het gewestplan op de vraag kunnen ingaan en worden de relevante aspecten van de sociaal-economische toestand en de vermoedelijke evolutie bij niet-uitvoering van het plan aangeduid.(art. D.I.1 et D.VIII.33, § 3, lid 1, 2°)

1. Analyse van de behoeften die het ontwerpplan rechtvaardigen

1.1. Evaluatie van de aanvraag:

7. omschrijving van de menselijke kenmerken van het referentiegebied. De potentialiteiten (troeven en opportuniteiten) en de drukfactoren (zwakke punten en bedreigingen), en in het bijzonder de potentialiteiten die van invloed kunnen zijn op de vraag naar ruimte, dienen te worden aangeduid. Alleen de ten opzichte van de economische activiteit relevante elementen moeten overwogen worden.

8. evaluatie van de aanvraag (of het tekort aan) ruimte voor de onderzochte economische activiteit binnen het referentiegebied.

1.2. Beoordeling van het aanbod

9. Identificatie van de liggingcriteria die voldoen aan de doelstellingen van het ontwerpplan, aan de gewestelijke opties en aan de vigerende reglementeringen.

10. evaluatie van het relevante aanbod aan ruimte voor de onderzochte economische activiteit binnen het referentiegebied.

1.3. Beoordeling van het potentieel van het gewestplan

Het potentieel evalueren van het vigerend gewestplan om zowel kwantitatief als kwalitatief aan de vraag te voldoen.

1.4. Conclusie over de evaluatie van de behoeften

Evaluatie op kwantitatief en kwalitatief gebied van de noodzaak om nieuwe oppervlakten voor te behouden voor de onderzochte gemengde economische activiteit binnen het referentiegebied

2. Sociaal-economische gevolgen

Hier wordt de daaruit voortvloeiende economische activiteit geschat, rechtstreekse en onrechtstreekse werkgelegenheid en de financiële impact (belastingen, retributies,...) de nationale en regionale economische activiteit, de geproduceerde toegevoegde waarde, het effect op de bestaande economische activiteiten, enz.

3. Waarschijnlijke evolutie bij niet-uitvoering van het plan (art. D.VIII.33, lid 1, 2°)

Hier wordt de waarschijnlijke ontwikkeling van de gebieden die op niet-verwaarloosbare wijze beïnvloed zouden kunnen worden indien een herziening van het gewestplan uitblijft.

HOOFDSTUK III. — Validering van de ligging van het ontwerp-plan Identificatie en analyse van de liggingsvarianten

Het gaat er hier om op schaal van de afzetkring de ligging van het ontwerp al dan niet te valideren:

- ten opzichte van de gewestelijke opties die op dit grondgebied toepasselijk zijn;
- in functie van de liggingscriteria;
- en, indien nodig, mogelijke alternatieven voor de locatie op dat grondgebied voor te stellen (art. D.VIII.33, § 3, lid 1, 10°)

1. Ruimtelijke overschrijving van de grote gewestelijke opties

De opties die bij gewestelijke beleidsdocumenten bepaald worden (ruimtelijk ontwikkelingsplan, milieubeleidsplan voor de duurzame ontwikkeling, Toekomstcontract, overkoepelende beleidsplannen,...) worden overgeschreven op het grondgebied dat de afzetkring uitmaakt.

2. Analyse van de relevantie van de ligging van de bestanddelen van het ontwerpplan

Hier gaat het erom de relevantie van de ligging van de bestanddelen van het ontwerpplan te onderzoeken ten opzichte van de liggingscriteria, van de analyse van de eigenschappen van het referentiegrondgebied en van de daarop toepasselijke gewestelijke opties.

3. Presentatie van wisseloplossingen inzake ligging van het ontwerp (art. D.VIII.33, § 3, lid 1, 10°)

De liggingsvarianten worden beknopt voorgesteld.

Hier wordt ook de vergelijking gemaakt van het ontwerp en van de liggingsvarianten wat betreft:

- de gewestelijke opties,
 - de liggingscriteria,
 - de menselijke, sociaal-economische en ecologische potentialiteiten en drukfactoren van het grondgebied van de afzetkring,
 - de kostprijs van de ontsluiting voor de gemeenschap,
- en worden één of meer liggingsvarianten uitgekozen.

Als er geen enkele liggingsvariant beter aan de liggingscriteria beantwoordt dan het ontwerp, hoeft er geen wisseloplossing uitgekozen te worden.

FASE II

HOOFDSTUK IV. — Aanwijzing en analyse van de drukfactoren en de potentialiteiten van de gebieden van aanhorigheden van een ontginning en/of de ontginningsgebieden bedoeld in het ontwerp en de liggingsvarianten

1. Omschrijving van het regelgevend verband

1.1. Inrichtingsgebieden en –ontrekken conform de regelgeving

1.1.1. Gewestelijk niveau : gewestplan, gewestelijke stedenbouwkundige handleiding, saneringsplan per onderstroomgebied, enz.

1.1.2. Gemeentelijk niveau : gemeentelijk ontwikkelingsplan, gemeentelijke stedenbouwkundige handleiding, lokaal beleidsontwikkelingsplan, gemeentelijk milieuplan voor duurzame ontwikkeling, gemeentelijk natuurbevoorderingplan, Saneringsplannen (PASH), enz.

1.2. Goederen waarvoor een bijzondere regelgeving geldt

1.2.1. Fauna en flora: rechtsstatuut van de bossen en wouden, natuurpark, natuurreservaten, Natura 2000-ontrekken, ruimten van gemeenschapsbelang, natuurlijke habitats (decreet van 06/12/2001) en soorten van gemeenschapsbelang, enz.

1.2.2. Menselijke activiteiten: rechtsstatuut van de wegen en verkeerswegen, autonoom net voor traag verkeer, buurtwegen, industrieën en uitrusting met een hoog SEVESO-risicogehalte, enz (art. D.VIII.33, § 3, lid 1, 4°)

1.2.3. Bodem: eventuele gegevens voor de gronden opgenomen in de gegevensbank van de bodemtoestand bedoeld in artikel 10 van het decreet bodembeheer of bij ontstentenis de best beschikbare gegevens van de Waalse Overheidsdienst of andere instellingen (SPAQUE – Walsols, enz.)

1.2.4. Water: gewestelijk schema voor de waterrijkdommen, waterwinningen, voorkomings- en bewakingsgebieden van de waterwinningen, saneringsplan per onderstroomgebied (PASH), onbevaarbare waterlopen (categorieën), kwetsbare gebieden, watering, enz.

1.2.5. Economische activiteiten: wettelijke ruilverkaveling van landelijke goederen, economische erkenningsontrekken, stedelijke en landelijke vrije zones

1.2.6 Mobiliteit: gemeentelijke en intergemeentelijke mobiliteitsplannen

1.2.7. Natuurrisico's: overstromingsrisicogebied, afvloeiende assen, beheersplan voor overstromingsrisico's (PGRI), karst, enz.

1.3. De vergunningsontrekken met beperking van de burgerlijke rechten: bestaande bebouwingsvergunningen, ontrekken waarvoor het rampenfonds is tegemoetgekomen, onroerende goederen onderworpen aan het recht van voorkoop, onroerende goederen onderworpen aan de onteigening ten algemene nutte, enz.

1.4. De ontrekken gebonden aan de beleidsvormen inzake operationele inrichting: landelijke of stadsruilverkavelingsontrekken, stadsheroplevingsontrekken, stadsvernieuwingsontrekken, bevoorrechte initiatiefgebieden, herin te richten sites, sites met landschappelijke en milieuperwaarderingen, enz.

1.5. Erfgoed- en archeologische sites: monumenten en sites die als monument zijn beschermd, beschermde architectonische sites en gehelen, beschermingszones, archeologische kaart, goederen die zijn opgenomen in de inventaris van het gewestelijk erfgoed, het Belgisch monumentenerfgoed, goederen opgenomen in de gemeentelijke inventaris, beschermingslijsten, uitzonderlijk erfgoed, werelderfgoed, waardevolle bomen en heggen, ... en in het bijzonder de boerderij van Froidmont.

1.6. Drukfactoren van leefmilieu: ondergrondse holten van wetenschappelijk belang, vochtig gebieden met een biologisch belang, riviercontracten, gevoelige natuurgebieden, biologisch zeer waardevolle gebieden, speciaal beschermde gebieden voor avifauna, oppervlakte met een landschappelijke waarde, dichtbijgelegen en afgelegen preventiegebieden, toezichtsgebieden op waterwinningen, kwetsbare gebieden met de voornaamste waterhoudende lagen, enz.

2. Omschrijving van de menselijke en leefmilieukenmerken van het betrokken grondgebied evenals diens vermoedelijke evolutie indien het plan niet ten uitvoer wordt gebracht; (art. D.VIII.33, § 3, lid 1, 2° en 3°)

De uitgestrektheid van dat grondgebied wordt aangepast volgens de in het vooruitzicht gestelde kenmerken. Ze wordt nader bepaald en punt voor punt beargumenteerd door het studiebureau.

2.1. Menselijke kenmerken

2.1.1. Bebouwing – Materiële goederen en erfgoederen: (stedenbouwkundige structuur en architecturale morfologie van de bebouwing en de openbare ruimten, cultureel erfgoed (beschermde sites en goederen, beschermde gebieden,...), archeologische sites, dichtheidskaarten en ontwikkelingspolen, aanwezigheid van onroerende goederen op de site, enz.

2.1.2. Boven- en ondergrondse openbare infrastructures, toegankelijkheid en uitrustingen: de wegen (netwerk, breedte, capaciteit, huidige verkeerssituatie op de toegangswegen), de spoorwegen (lijnen, stopplaats, frequentie), de trage wegen, TEC, de waterwegen (breedte, uiterste kades), de hoogspanningslijnen en zeer hoge spanningslijnen, telefoonlijnen, grondleidingen, ondergrondse leidingen (met inbegrip van de opvang en behandeling van afvalwater), enz + cartografie en evolutie van de capaciteiten.

2.1.3. Menselijke activiteiten: aard en kenmerken van de huidige en potentiële activiteiten w.o. landbouw (oppervlakte, landbouwers, productie (vee/teelt), toestand van de uitbaters), bosbouw, gemengde economische activiteiten of (Seveso) industriële activiteiten, toerisme, gevoelige sociaal-culturele uitrustingen zoals rusthuizen, scholen, kinderopvangcentra, ziekenhuizen, andere gevoelige menselijke bezigheden, enz.

2.1.4. Verrichte activiteiten en verontreinigingen: geëxploiteerde mijnbouwafzettingen, gemeentelijke stortplaats, industriële afvalstoffen, enz.

2.2. Leefmilieukenmerken

2.2.1. Pedologie : Karakterisering van de bodemsoort, kwaliteit en zeldzaamheid, een uittreksel van de pedologische kaart bijvoegen, enz.

2.2.2. Hydrologie en hydrogeologie: stroomgebieden, deelstroomgebieden, categorie van de waterlopen, watervlakken, hydrogeologische kaart, waterhoudende laag (soort opgeven), piëzometrie, waterwinningen, kwetsbare gebieden, beschermings- en bewakingsgebieden, gebieden onderhevig aan drukfactoren vanwege het leefmilieu, enz.

2.2.3. Topografie en landschappen: geomorfologie en landschappelijk waardevolle omtrekken, ADESA-vergezichten, uitzicht op het landschap vanaf de site en op de site vanuit een afgelegen punt in de omtrek + foto's, enz.

2.2.4. Lucht en klimaat - geluids- en geuromgeving – luchtkwaliteit en stof

2.2.5. Geluidshinder en trillingen : huidige bronnen en niveaus (akoestisch onderzoek) recht tegenover de woningen en de woongebieden, recreatiegebieden, gevoelige gebieden zoals rusthuizen, scholen, kinderopvangcentra en de dichtstbijgelegen gebieden met een technologisch risico, bestaande of gemeten gegevens, de plaatsen van de metingen aangeven, alsook data en uren, enz.

2.2.6. Fauna en flora: inventaris en omschrijving van de soorten en de habitats, de bijzondere biotopen, de aquatische en moerasbiotopen, eventuele aanwezigheid van soorten en beschermde milieus, enz.

2.2.7. Natuurrisico's en geotechnische drukfactoren: overstromingen, afvloeiende as, karstverschijnselen, mijnrisico's, instortingen, aardbevingen, aardbevingengevaar, enz.

2.3 Waarschijnlijke evolutie van de leefmilieukenmerken bij niet-uitvoering van het plan

(art. D.VIII.33, al. 1, 2°)

Hier wordt de waarschijnlijke ontwikkeling van de leefmilieukenmerken van de gebieden die op niet-verwaarloosbare wijze beïnvloed zouden kunnen worden indien een herziening van het gewestplan uitblijft.

3. in voorkomend geval, de vermoedelijke niet te verwaarlozen specifieke effecten wanneer de opnemingsvoorziening is van een gebied waarin bedrijven zich zouden kunnen vestigen die een hoog risico vertonen voor de personen, de goederen of het leefmilieu (in de zin van richtlijn 96/82/C.E/EG.) of wanneer de opnemingsvoorziening is van gebieden die bestemd zijn als woongebieden, evenals van gebieden of infrastructures die door het publiek worden bezocht en zich in de nabijheid van zulke bedrijven bevinden (art. D.VIII.33, § 3, lid 1, 4°)

4. Conclusies over de analyses van de drukfactoren en de potentialiteiten

De conclusie beschrijft in welke mate elk thema van de bestaande situatie al dan niet een troef, zwakte, kans of bedreiging vormt (SWOT-tabel) als de herziening van het gewestplan wordt uitgevoerd. Elementen die geen verband houden met het project worden niet ontwikkeld.

HOOFDSTUK V. — Aanduiding van de waarschijnlijke gevolgen van de uitvoering van het ontwerp op mens en leefmilieu

Doel is de niet-verwaarloosbare vermoedelijke drukfactoren en effecten (cumulatieve secundaire synergetische, korte-, middelange- en langetermijneffecten, permanente en tijdelijke zowel positieve als negatieve effecten) op mens en leefmilieu duidelijk te maken.(art. D.VIII.33, lid. 1, 6°)

1. Impact op de leefkwaliteit (gezondheid, veiligheid, hygiëne, ...)

1.1. Bebouwing: verband van het project met de bestaande bebouwing en de aangrenzende eigendommen, verenigbaarheid met eventuele ontwikkelingsschema's, met de bestaande uitrustingen en de infrastructuur.

1.2. Effecten op de materiële goederen en het cultureel erfgoed: beschermde monumenten en sites en archeologische opgravingen, barsten in gebouwen, aantasting van de stabiliteit van de gebouwen, verdwijning of verslechtering van gemeentepaden en wegen (openbare erfdienstbaarheden en buurtwegen), ondergrondse leidingen (water, elektriciteit, gas, telefoon,...), elektrische lijnen, enz.

1.3. Verkeer : rechtstreeks en onrechtstreeks.

1.4. Geluidshinder: recht tegenover de woningen en de woongebieden, recreatiegebieden, gevoelige gebieden zoals de dichtstbijgelegen rusthuizen, scholen, kinderopvangcentra

1.5. Lucht en klimaat**1.6. Topografie en landschappen**

2. Impact op de menselijke activiteiten : toeristische activiteiten, SEVESO-activiteiten, land- en bosbouwactiviteiten, enz. (art. D.VIII.33, lid 1, 7°)

3. Effecten op bodem en ondergrond : karst, mijnwerkzaamheden, grondverschuiving, erosie, of andere geotechnische drukfactoren, verontreiniging, enz.

4. Impact op de hydrogeologie en hydrologie**5. Impact op de fauna, de flora, de biodiversiteit**

Tijdens en na de uitvoering van het project, verslechtering en verlies van faunistische habitats en ecosystemen, potentiële impact op soorten en habitats van soorten, met een gemeenschapsbelang, Natura 2000-omtrekken, enz. (wetgeving op het natuurbehoud en Europese richtlijnen 79/409/EEG en 92/43/EEG).

6. Interactie tussen die verschillende factoren**7. De relevante doelstellingen inzake milieubescherming** (art. D.VIII.33, al. 1e,5°)

Doel is om ten opzichte van de punten 1 t.e.m. 6 zoals hierboven, vast te stellen of de milieubeschermingsdoelstellingen op niet-verwaarloosbare wijze beïnvloed zouden kunnen worden, de kenmerken van die gebieden aan te geven en erop te wijzen hoe die kenmerken door het ontwerp gewijzigd dreigen te worden.

HOOFDSTUK VI. — *Onderzoek naar de uit te voeren maatregelen ter voorkoming, vermindering of compensatie van de negatieve effecten of ter versterking of verhoging van de positieve effecten van het ontwerp of de liggingvarianten*

1. Voorstelling van de afbakenings- en uitvoeringsvarianten (art. D.VIII.33, lid 1,10°)

De afbakeningsvarianten zijn wisseloplossingen voor de omtrek van de gebieden.

De uitvoeringsvarianten beantwoorden bijvoorbeeld aan:

- een nadere omschrijving van de bestemmingen van de gebieden;
- een fasering van de bezetting;
- technische uitrustingen of bijzondere inrichtingen;

Op schaal van het invloedsgebied zijn de grondslagen voor de aanduiding van de afbakeningsvarianten en de uitvoeringsvarianten:

- beantwoorden aan de doelstellingen van het ontwerp;
- beantwoorden aan het bepaalde van het Wetboek (artikel D.I.1) en andere gewestelijke regelgevende of beleidsbepalende documenten;
- zo goed mogelijk gebruik maken van de potentialiteiten en de dwingende omstandigheden van de site: de negatieve effecten zo klein mogelijk houden en de positieve effecten begunstigen op sociaal, economisch en ecologisch vlak.

2. Uit te voeren maatregelen (art. D.VIII.33, lid 1, 8°)

De uit te voeren maatregelen ter voorkoming, vermindering, verzachting of compensatie van de negatieve effecten of ter versterking of verhoging van de positieve effecten op het leefmilieu dienen voor elke variant aangeduid te worden.

Er dient nagegaan te worden of de uit te voeren maatregelen afgestemd zijn op de doelstellingen van de herziening en de bijzonderheden van de omgeving. Indien nodig kunnen nieuwe voorschriften worden toegevoegd.

2.1. Aanpassing van de regelgevende zonerings (met inbegrip van de omtrekken bedoeld in artikel D.II.21 van het Wetboek)

2.2. Opstellen van bijkomende voorschriften

De eventuele bijkomende voorschriften zijn de volgende (artikel D.II.21, § 3 van het Wetboek):

- 1° een nadere bepaling of een specialisering van de bestemming van de gebieden;
- 2° de fasering van hun ingebruikname;
- 3° de omkeerbaarheid van de bestemmingen;
- 4° de verplichting om een bebouwingsschema voorafgaand aan hun uitvoering uit te werken.

De bijkomende voorschriften wijken niet af van de gebiedsomschrijvingen.

2.3. Aanduiding van technische uitrustingen en bijzondere inrichtingen**2.4. Geschatte doeltreffendheid van die niet-herleidbare maatregelen en residuele effecten**

3. Opmeten in hoeverre de doelstellingen die relevant zijn voor de bescherming van het menselijk en natuurlijk milieu in het kader van de herziening van het gewestplan in rekening zijn gebracht (art. D.VIII.33, lid. 1, 5°)

De in overweging te nemen doelstellingen inzake bescherming van het leefmilieu slaan minstens op volgende onderwerpen: de biodiversiteit, de bevolking, de menselijke gezondheid, de fauna, de flora, de bodems, het water, de lucht, de klimaatfactoren, de materiële goederen, het culturele erfgoed met inbegrip van het architectonisch en het archeologisch erfgoed, de landschappen en de interacties tussen die factoren.

Het betreft de doelstellingen inzake milieubescherming die "relevant" zijn voor bedoeld plan. De relevantie van een doelstelling wordt beoordeeld naar de waarschijnlijke aanzienlijke effecten van het plan op het leefmilieu zoals hierboven omschreven.

De in overweging te nemen doelstellingen inzake bescherming van het leefmilieu zijn die, welke vastgesteld zijn op internationaal, communautair of lidstatenniveau.

Wat het communautaire niveau betreft, kunnen die doelstellingen afgeleid worden uit meer bepaald het zesde milieuoactieprogramma, maar eveneens uit de verschillende Europese richtlijnen zoals de kaderrichtlijn voor het waterbeleid.

Bij opname van de internationaal of Europees vastgestelde doelstellingen in nationaal, gewestelijk of lokaal vastgestelde doelstellingen hoeven enkel laatstgenoemde in overweging te worden genomen.

4. Vermoedelijke evolutie van de leefmilieutoestand als het plan niet wordt uitgevoerd (art. D.VIII.33, lid. 1, 2°)

Hier wordt de waarschijnlijke ontwikkeling van de leefmilieukenmerken opgegeven van de gebieden die op niet-verwaarloosbare wijze beïnvloed zouden kunnen worden (zie hoofdstuk VI, punt 7) indien een herziening van het gewestplan uitblijft.

HOOFDSTUK VII. — *Verantwoordingen, aanbevelingen en opvolging van de uitvoering van het gewestplan***1. Verantwoording en vergelijking van het voorontwerp en de verschillende afbakenings- en uitvoeringsvarianten** (art. D.VIII.33, lid 1, 10°)

De verantwoording gebeurt op grond van artikel D.I.1 van het Wetboek en de analyse van de voorgaande hoofdstukken.

In de vorm van een tabel berust de vergelijking minstens op onderstaande elementen: effecten (zowel positieve als negatieve) op het leefmilieu, uit te voeren maatregelen ter verzachting van de effecten, overige effecten.

Erop wijzen welke de voornaamste potentialiteiten en drukfactoren van het herzieningsontwerp van het gewestplan zijn.

Conclusies over de aanvraag en, in voorkomend geval, aanbevelingen formuleren.

2. In het vooruitzicht gestelde maatregelen voor de opvolging van de uitvoering van het gewestplan (art. D.VIII.33, lid 1, 12°)

Zaak is, de lijst op te maken van de niet-verwaarloosbare effecten, opvolgingsindicatoren voor die effecten voor te stellen, wijze van berekening of vaststelling ervan, de gebruikte gegevens en hun bron, evenals hun grenswaarden.

De auteur kan raad geven over punten die in het vergunningsaanvraagdossier en het effectonderzoek van het ontwerp uitgewerkt moeten worden.

HOOFDSTUK VIII. — *Omschrijving van de evaluatiemethode en van de gerezen moeilijkheden***1. Omschrijving van de evaluatiemethode en van de gerezen moeilijkheden** (art. D.VIII.33, lid 1, 11°)

Doel is de specifieke elementen van de evaluatiemethode te omschrijven en de moeilijkheden te bepalen die met name tijdens de verzameling van gegevens en de methodes voor de schatting van de behoeften ondervonden zijn.

2. Beperkingen van het verslag (art. D.VIII.33, lid 1, 11°)

De auteur van het verslag geeft aan op welke punten hij niet dieper is kunnen ingaan en die eventueel uitgediept kunnen worden in toekomstige milieubeoordelingen.

Bibliografie

Niet-technische samenvatting (art. D.VIII.33, lid 1, 13°)

Inhoudstafel, gevolgd door de lijst van de kaarten, figuren en foto's (met opgave van het nummer van de bladzijde waar ze zich bevinden).

De niet-technische samenvatting is een onafhankelijk document van hoogstens dertig tekstbladzijden. Met een kaart-, figuur- en kleurenfotodocumentatie.

Dat document moet het effectenrapport van het plan samenvatten en het omzetten naar een niet-technische taal om het begrijpelijk te maken voor een publiek van niet-kenners en de deelneming van de burgers aan het openbaar onderzoek bevorderen.

De voorgestelde positieve en negatieve effecten en verzachtende maatregelen (aanbevelingen) worden in een samenvattingstabel gepresenteerd.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2019 tot herziening van het gewestplan Charleroi (blad 46/8) en tot aanneming van het ontwerp-plan met het oog op de opneming van een gemengde bedrijfsruimte.

Namen, 28 februari 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202349]

4 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mars 2016 portant nomination des membres du Comité « Bien-être et Santé » de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, modifié par le décret du 3 décembre 2015 relatif à l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, article 10 et 11;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mars 2016 portant nomination des membres du Comité « Bien-être et santé » de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, tel que modifié par les arrêtés du 12 mai 2016, 19 mai 2016, 15 septembre 2016, 14 octobre 2016, 8 décembre 2016, 31 mai 2017, 5 juillet 2017, 8 mars 2018, 13 septembre 2018 et du 28 février 2019;

Considérant le courrier du 29 janvier 2019 de la Mutualité libre;

Considérant le courrier du 14 février 2019 de la Mutualité libérale;

Considérant le courrier du 20 février 2019 de la FASD;